

nouveler l'énorme stock de matières premières qui n'a pas été remplacé, et dont la valeur se chiffrait par milliards. Avec une activité normale, des économies auraient été réalisées, et seraient restées dans le pays sous forme d'installations nouvelles : elles manqueront. Dans son ardeur patriotique, le peuple, tout fier de ne pas lésiner sur la défense de la patrie, a engagé l'avenir avec une prodigalité inouïe : autant de coûteux intérêts à servir, et de pensions à payer. Et de toutes les pertes, la plus grave sera celle de tous ceux qui ne reviendront pas, ou seront dans l'incapacité de travailler. En laissant de côté la diminution de la production intellectuelle, artistique et scientifique qui, elle, échappe à toute estimation, quel capital anéanti représentent, au point de vue économique, ces bras et ces cerveaux à jamais disparus !

Si l'on additionne : les emprunts de guerre passés et futurs, les sommes nécessaires pour soulager la situation bancaire trop tendue, racheter les bons du Trésor, réparer les dommages de guerre, reconstituer le matériel usé, rétablir un change favorable, faire face aux dettes nouvelles des Etats confédérés et des communes, on arrive à un total qui est de l'ordre de 170 milliards de marks, comportant des intérêts annuels d'environ 10 milliards. Même si l'on recourt à des taxes progressives sur les fortunes, allant jusqu'à 30 % du capital pour les plus grosses, les sommes recueillies ne feront pas descendre le chiffre des intérêts au-dessous de 8 milliards 1/2. D'un autre côté, les salaires des ouvriers, s'il est évident

qu'ils ne se maintiendront pas au tarif de guerre, ne retomberont plus au niveau d'autrefois. Les traitements des fonctionnaires devront être augmentés. Ces chapitres exigeront environ 6 milliards, ce qui porte à 15 milliards de marks, en chiffres ronds, le surcroît des charges annuelles qu'aura à supporter la vie économique allemande¹.

Une autre conséquence encore de la guerre sera de provoquer un déplacement dangereux des fortunes. En raison des appels de fonds faits par l'Etat dans le passé, et de ceux qu'il sera obligé de faire dans l'avenir, la nation se divise en créanciers et débiteurs. Les créanciers sont tous ceux qui ont été intéressés, sous une forme quelconque, au travail de guerre, ou bien qui ont pu réaliser une partie de leur fortune pour acheter de l'emprunt; le débiteur, c'est la collectivité. L'Empire a, pour ainsi dire, payé en billets productifs d'intérêt, en emprunts, tout ce que l'on a fait pour lui. Il s'ensuit qu'à la fin de chaque année il faudra partager à nouveau une grande partie du revenu national; les sommes nécessaires seront puisées dans la fortune totale du pays, et reviendront, avec une répartition nouvelle, aux fortunes particulières; la collectivité travaillera pour assurer leur rente aux possesseurs de titres d'emprunt, et ceux-ci participeront eux-mêmes au travail. Les sommes qui changeront ainsi de main chaque année seront sans doute plus élevées que le montant total de

1. Ces chiffres ont été de beaucoup dépassés dans le projet du budget présenté à l'Assemblée Nationale pour l'année 1919; et les indemnités de guerre que l'Allemagne aura à payer n'y figuraient pas.

notre épargne annuelle avant la guerre. Ceux qui se sont enrichis, souvent sans grands risques ni grand mérite moral, occuperont désormais des situations importantes, d'où il sera d'autant plus difficile de les déloger, qu'ils emploieront, pour les conserver, les moyens dont ils s'étaient servis pour les conquérir. Il est notoire que la classe moyenne des petits commerçants et rentiers sera la plus atteinte par la crise financière. Or, elle a toujours été la dépositaire d'une part considérable de l'intelligence scientifique, technique et littéraire. Elle fournissait de bons fonctionnaires les administrations publiques et privées. Sa « prolétarisation » équivaldrait à un appauvrissement intellectuel de l'Allemagne, tant que les forces spirituelles, qui sont encore prisonnières dans le prolétariat, n'auront pas été délivrées et utilisées. C'est bien cette période critique de transition qui va s'ouvrir.

Enfin, la guerre aura eu pour effet de bouleverser les rapports économiques internationaux. De cela, l'Allemagne pâtira grandement. Ils se leurrent, ceux qui s'attendent à une reprise des pratiques commerciales anciennes aussitôt la guerre finie, sous le prétexte que tous les peuples auront intérêt à renouer des relations internationales, et achèteront toujours, malgré leurs serments du jour, les marchandises les moins chères. Bien différentes sont les véritables dispositions de nos ennemis. Même s'ils ne mettent pas à exécution leurs menaces de guerre économique, ils ne toléreront plus que la prospérité de l'Allemagne se développe à nouveau à leurs dépens.

La volonté des peuples lui est hostile, et c'est d'elle que dépendent les rapports internationaux. Ils pourront la boycotter, s'ils veulent renoncer aux prix les plus avantageux. Et l'Allemagne ne sera pas en mesure de prospérer malgré leur mauvais vouloir. Car la question se pose ainsi. Le change actuel lui est nettement défavorable, et elle ne pourra reprendre son activité avec fruit, qu'après l'avoir amélioré. Elle y parviendra, non pas en jetant sur les marchés étrangers, qui ne les accepteront pas, ses titres dépréciés, mais en exportant des objets fabriqués. Pour cela, il faut se procurer des matières premières. Or, les besoins des nations qui les détiennent, au moins aussi grands que ceux de l'Allemagne, seront satisfaits les premiers. La réduction du tonnage mondial lui suscitera, à elle aussi, de gros embarras matériels. Dès lors, les affaires ne reprendront que lentement. L'Allemagne ne pourra pas employer tous les bras que la paix libérera, même en ne démobilisant que petit à petit. Pendant longtemps, il faudra se borner à suffire aux demandes les plus pressantes de la consommation intérieure. L'Allemagne sera isolée et pauvre. Elle formera, bon gré mal gré, un « Etat fermé » et son bilan commercial baissera de quelques milliards.

A cette situation désespérée, il n'existe qu'un remède efficace : doubler la production nationale. Paradoxe singulier au premier abord, puisque les difficultés énumérées semblent précisément devoir s'y opposer. Peu importe : cet accroissement est indispensable. Les 15 milliards supplémen-

taires qu'il faudra payer annuellement représentent le tiers de la production moyenne de l'Allemagne, qui avant 1914 s'élevait à environ 45 milliards. Un tel fardeau l'anéantirait : non seulement tout bénéfice aurait disparu, mais la concurrence avec l'étranger deviendrait impossible. Il faut donc, à tout prix, doubler cette production. « Avec 80 milliards, elle soutiendra le poids que 40 ne peuvent porter. » Cette œuvre de salut national est malaisée. Il sera vain de pleurer sur la brillante félicité d'avant la guerre. « Si c'était un paradis c'est un paradis perdu. » Le peuple allemand devra déployer le même effort moral, le même labeur acharné grâce auxquels « il a triomphé jadis de l'improductivité de son sol, de la défectuosité de ses frontières, et de la pauvreté ». Ce ne sera pas l'œuvre de retouches empiriques partielles. Des palliatifs pourront sans doute avoir leur utilité : restrictions qui allégeront les charges, prorogation pendant quelques années de certaines ressources du temps de guerre bien qu'illégales. Mais quelle pitié que ces petits moyens ! Le résultat qu'il faut obtenir ne le sera que par une réorganisation de la vie économique à laquelle il est dès maintenant urgent et nécessaire de procéder ¹.

*
* *

Par bonheur, la guerre n'a pas été que néfaste. Elle a aussi secoué notre torpeur. N'a-t-il pas fallu faire face à ses exigences immenses et sou-

1. W., V. 201-203.

daines ? assurer le ravitaillement de l'Allemagne bloquée ? alimenter des millions de soldats ? fournir d'invraisemblables quantités de munitions ? Pas de délai possible, partant pas de discussion possible sur les procédés à employer. Ceux de l'ancien temps étaient visiblement impuissants. Nécessité, l'ingénieuse, en inventa d'autres qui permirent de sortir d'embarras. Improvisés en hâte, ils ne s'en révélèrent pas moins efficaces, et leur succès terrassa un certain nombre de principes économiques anciens, dont la chute même trahit la sénilité.

Mieux encore : la guerre a engendré la mentalité collective propre à favoriser une transformation profonde de la vie économique. En 1914, pour la première fois dans l'histoire universelle, la guerre fut littéralement la guerre des peuples. Les armées levées comptent la presque totalité des hommes de toutes les classes sociales en état de porter les armes, et ne sont plus uniquement des cohortes, relativement peu nombreuses, de professionnels et de volontaires. Et ce n'est plus l'armée seule qui lutte, peine et souffre, mais tout être vivant dans le pays. De là l'inoubliable élan d'enthousiaste solidarité du mois d'août 1914. Sans doute il s'est évanoui, mais c'était pour faire place à un sentiment d'une unité moins pure et moins brillante peut-être, capable néanmoins de braver le temps et les désillusions : celui du devoir et de la responsabilité. Jamais on n'a pris plus clairement conscience de ces deux faits connexes : le sort de tous est en jeu dans la formidable partie, et nul n'a le droit de s'en désintéres-

ser. Etat et pays sont la chose de tous, *Res Publica*, et non pas celle d'individus isolés ou de classes privilégiées ; chacun porte une part de la responsabilité morale et matérielle de cette chose publique, comme il est responsable de lui-même, de sa femme et de ses enfants, de sa race et de son nom. Personne n'est à l'abri des contre-coups de la lutte, et nul n'a le droit de se soustraire à l'effort collectif. L'intervention de l'Etat dans les affaires privées apparaît désormais légitime et nécessaire ; elle est tolérée. La loi sur le service auxiliaire national, comme le symbole d'un ordre nouveau, vient appeler au travail quiconque a assez de forces pour se rendre utile.

Cette heure, s'il serait excessif de soutenir que Walther Rathenau l'espérait, on peut dire qu'il l'attendait. Si ses raisonnements étaient justes, le moment propice devait venir, où il serait possible de passer de la théorie à l'application. Il sut saisir l'occasion. Des problèmes économiques se posaient, pour la solution desquels on ne pouvait recourir à aucun précédent ; tout était à faire. Une immense générosité soulevait l'âme des foules. Ayant aperçu le premier, avec la divination du grand industriel, l'importance capitale de la question du ravitaillement de l'Allemagne, il donna l'alarme, puis accepta la mission de la résoudre, certain de travailler à la fois pour sa patrie, et pour la réorganisation de son économie nationale. Et lui-même nous dira comment il s'en acquitta, et comment elle lui permit d'introduire immédiatement des pratiques nouvelles dans l'activité économique de son pays.

Pour que l'Allemagne pût tenir au delà de quelques mois il fallut vaincre quatre difficultés primordiales :

Premièrement : toutes les matières premières qui se trouvaient dans le pays devaient être soumises à un contrôle qui n'abandonnerait plus rien à la volonté et au caprice individuels. Aucune parcelle n'en devait être détournée au profit du luxe ou de besoins secondaires ; toutes, au contraire, devaient être transformées en produits susceptibles de servir aux besoins de l'armée.

Deuxièmement... Mais ici, le texte imprimé de la conférence de Walther Rathenau sur le *Ravitaillement de l'Allemagne en matières premières* a été échoppé. C'est la preuve qu'il y était question de moyens coupables qu'il ne paraissait pas bon, en 1916, de révéler, mais qui avaient pour objet, à n'en pas douter, d'assurer l'exploitation totale des matières premières trouvées dans les pays envahis, et l'arrivée de certaines autres en dépit du blocus ¹.

Ensuite, la fabrication. Il fallait envisager la nécessité de fabriquer, à l'intérieur même de l'Allemagne, tout ce qui était indispensable et introuvable autrement. Nécessité aussi d'inventer, et de développer des méthodes nouvelles de fabrication, là où la technique ancienne était insuffisante.

1. La conférence fut faite le 20 décembre 1915. De nombreux journaux allemands et neutres en publièrent un compte rendu. On trouvera une étude détaillée sur les réquisitions en Belgique dans l'ouvrage de Fernand Passelenq : *Les déportations belges à la lumière des documents allemands*. Paris, 1917, p. 129-157, et aussi les accusations les plus formelles contre Walther Rathenau.

En quatrième lieu, il fallait remplacer les substances difficiles à obtenir par d'autres que l'on pouvait se procurer plus aisément. Où est-il écrit que certains objets seront toujours faits en cuivre ou en aluminium, et non en une autre matière ? Sur toute l'échelle, il fallait admettre le recours aux produits de substitution.

Si l'on avait voulu s'en tenir aux pratiques prévues pour le temps de guerre, le problème eût été insoluble. La législation était à peu près demeurée la même qu'au temps de Frédéric II : lorsqu'un cavalier arrive dans un village, il peut se faire délivrer de l'avoine par le maire, et exceptionnellement, la prendre de force, si celui-ci montre de la mauvaise volonté. Comment, avec de telles coutumes, secouer la nonchalance administrative, établir la collaboration de plusieurs ministères, vaincre l'ignorance et la résistance des particuliers ? Comment constituer de toutes pièces l'énorme organisme qui était nécessaire, mais qui n'était prévu nulle part, alors que tout manquait : le personnel compétent, les locaux et surtout le temps ? On s'en tira à force d'activité et de ténacité, et en proclamant des principes nouveaux, que l'on put faire accepter par tous, y compris les récalcitrants, en vertu de l'état de siège.

Tout d'abord, celui de la réquisition. Non pas la réquisition habituelle, qui consiste en ceci qu'une marchandise devient propriété de l'État, mais réquisition en ce sens qu'une servitude est imposée à la marchandise : elle ne peut plus faire ce qu'elle veut, ou ce que veut son propriétaire, mais bien ce que veut une autorité plus haute.

Elle ne peut plus être employée que pour les fins de la guerre. On est autorisé à la vendre, à la travailler, à la transporter, à lui donner telle forme que l'on voudra : mais, en aucun cas, elle n'échappera à cette loi qu'elle doit servir à faire la guerre. L'instant où la réquisition fut prononcée marqua la fin de la liberté industrielle du temps de paix. Pendant deux mois, des tolérances furent accordées, mais ce délai expiré, la transformation était accomplie, avec une souplesse tout à l'éloge de l'industrie allemande. La réforme était profonde, mais on reconnut bientôt l'efficacité du principe adopté ; il a subsisté pendant toute la guerre.

Les matières premières étant ainsi réservées, il fallait qu'on pût en disposer. Les administrations de l'armée et de la marine devaient conserver la liberté de donner leurs commandes à qui elles voudraient, sans qu'on leur prescrivît de s'adresser ici plutôt que là. D'autre part, ceux qui recevaient une commande, devaient pouvoir obtenir les matériaux dont ils avaient besoin. Il fallait créer des organismes pour capter, recueillir et répartir ce flot de marchandises qui, sous une forme nouvelle, circulait à travers les veines de l'industrie allemande. Ce furent les « Sociétés de guerre », autonomes sans être pourtant tout à fait libres, sociétés privées fonctionnant sous un contrôle vigilant de l'administration. Des commissaires de l'Etat y ont le droit de veto ; elles ne peuvent distribuer de dividendes ; elles sont dotées, en dehors des administrateurs et conseils de surveillance habituels, d'un autre organe : une

commission permanente de membres de chambres de commerce ou de fonctionnaires, qui est chargée des estimations et de la répartition. Elles représentent ainsi un organisme intermédiaire entre les Sociétés par actions, qui personnifient la liberté de la forme capitaliste, et les administrations publiques. C'était, d'une part, faire un pas décisif vers le socialisme d'Etat, et de l'autre, sauvegarder l'autonomie des industries. Ces « Sociétés de guerre » furent, elles aussi, mal accueillies au premier abord, par les industriels qui finirent pourtant par les accepter. Et elles ont subi avec succès l'épreuve de la guerre, même si quelques erreurs ont été commises.

Comment ces succès n'encourageraient-ils pas Walther Rathenau ? Au bout de quelques mois, il doit quitter la direction du « Département des matières premières ». Mais l'œuvre qu'il a fondée subsiste, et se développe de jour en jour. Ses regrets doivent être balancés par la certitude qu'il a, que les nouvelles conceptions relatives à la protection des matières premières seront entrées définitivement dans la pratique, survivront à la guerre, et qu'un « Etat-Major économique » sera constitué pour veiller à leur application en temps de paix¹. Avec plus de confiance que jamais, il poursuit la diffusion de ses idées, et pousse toujours plus avant dans l'examen des conditions de leur application. Il conclut en ces termes une brochure sur *Les Sociétés anonymes* : « La guerre, événement révolutionnaire plutôt que politique, a brisé

1. R. V. 55.

l'ordre social européen en autant de mois qu'il aurait fallu d'années à d'invisibles esprits pour le faire. Des ruines ne surgiront, ni un communisme social, ni un monde de liberté illimitée pour les forces économiques. Les diverses entreprises ne verront pas davantage se renforcer en elles l'esprit de l'économie privée ; d'elles-mêmes, elles se placeront dans la sphère d'influence de la communauté, et se laisseront pénétrer par le souci de la responsabilité collective, et de la prospérité de l'Etat ¹. » Dans les *Problèmes de l'Economie de paix*, il résume ses conceptions de l'origine des inégalités sociales, et des moyens propres à y obvier ; et, revenant sur les expériences de la guerre, il indique les voies par où l'Allemagne montera à nouveau vers le bien-être, et aussi vers plus de justice et d'humanité. Enfin, dans *Le nouveau régime économique*, il donne le plan détaillé de l'organisation future.

*
* *

Il faut partir, encore une fois, de la vision nette de l'épouvantable chaos économique d'avant la guerre. Dans tous les domaines de l'activité humaine, la notion de la coordination des efforts individuels, en vue du bien commun, avait établi des règles acceptées par tous. Seule, l'activité économique restait en dehors de ce grand mouvement. « Personne n'aurait l'idée de réclamer pour lui-même une portion d'une grande ligne ferrée, ou

1. A. V. 177. La brochure reproduit également une conférence faite le 18 décembre 1917.

un réseau téléphonique, ou d'instituer toute une législation à son usage privé, mais, pour l'activité économique, on admet, sans plus d'examen, qu'elle ne peut s'exercer que sur le terrain de la libre concurrence, et de la lutte sociale, et cela sans aucune entrave ¹. » Qu'arrive-t-il ? Les forces au lieu de se combiner, se contrecarrent et s'annihilent. L'égoïsme triomphe, s'accompagnant en haut du goût du luxe et de l'oisiveté, en bas de rancunes amères. Partout un gaspillage insensé de temps et de matériaux, parce que nul n'a suffisamment réfléchi à la valeur primordiale de ces deux facteurs de la production. Si une épidémie de phonographes éclatait, ou s'il prenait fantaisie aux femmes fortunées de se baigner tous les jours dans de l'eau de roses, il se pourrait que l'industrie du fer ne produisît plus que des phonographes, ou que les champs où poussaient des céréales fussent plantés de rosiers. Exemples extrêmes assurément, mais qui soulignent bien l'absence d'ordre et de règles dans cette organisation.

De là des points de friction, des déperditions de force que révèle aisément un examen attentif, et qu'il faut supprimer.

Bien que la science de l'industrie soit encore rudimentaire, nous savons aujourd'hui que toute industrie est un produit du sol, aussi bien que l'animal ou la plante. Elle ne peut prospérer que sur le terrain qui lui convient. Or, que faisait-on ? On bâtissait une usine au hasard des circonstances,

1. W. V, 203.

sans se préoccuper des conditions physiques d'air, de sol, de densité de la population, pas plus que du chemin qu'auraient à parcourir les matières premières, les produits mi-ouvrés, et les objets fabriqués. D'où des frais superflus qui grevaient les bilans, et retombaient en définitive sur la collectivité, alors qu'on pourrait au contraire réaliser tant d'économies. « On réduirait, par exemple, de moitié la quantité de charbon consommée en Allemagne, si les entreprises étaient situées rationnellement, et si l'on exploitait toutes les sources d'énergie. Et cette économie ne serait rien auprès des économies de travail, de matériel, et de transport, ni auprès de l'augmentation du rendement et du chiffre d'affaires ¹. »

D'autre part, au nom de l'individualisme et de la fantaisie, le client réclamait vingt-cinq modèles de cotonnades dans la même teinte, le spécialiste commandait un moteur de 11 chevaux 1/2, alors que le type courant était de 12, ou un produit chimique à 80 % de pureté alors qu'il existait à 90 %. Cette injustifiable prodigalité doit finir. « Nous, Allemands, nous ne sacrifierions pas un iota de nos libertés individuelles, si nous insistions davantage sur nos grands et véritables droits, et si nous renoncions à une partie de ces libertés de mardi-gras, pour accepter une uniformité extérieure qui est proche voisine de la dignité ². » Vingt sortes de chemises de moins, et nous aurions encore plus de choix que nos parents, il y

1. W. V, 216.

2. W. V, 219.

a seulement trente ans. La véritable civilisation ne perdrait rien, mais notre production doublerait si nous adoptions la « standardisation » et la fabrication en série.

De même, par quelles vicissitudes ne passe pas un objet depuis ses origines jusqu'à la vente. Au cours de la fabrication, il donne lieu, dans l'industrie moderne, à une série de transactions dispendieuses : sur la matière première, sur les produits aux divers stades de la fabrication, sur l'objet lui-même. En concentrant la fabrication d'une même marchandise dans une seule entreprise, ces dépenses disparaîtraient, sans parler de celles qui résultent des allées et venues des objets sous leurs formes successives. Et nous savons aussi que dans la vente au consommateur, l'absence d'ordre a également pour conséquence que des sommes incroyables sont dissipées, et des armées de robustes voyageurs et commis galvaudées chaque année dans d'inutiles démarches et de trop nombreuses boutiques.

Enfin, qui donc se souciait, dans ses dépenses particulières, de l'ensemble de la vie économique du pays ? Chacun avait le pouvoir de détourner à son profit, en les payant, les forces de plusieurs domestiques, de faire baisser le change en important des denrées superflues, ou de nuire aux finances publiques en exportant des capitaux, tous actes aussi illicites que de gâcher un morceau de pain. On tolérait qu'un individu en état de travailler pût se faire entretenir par la collectivité, sans la dédommager par un effort matériel ou spirituel, et qu'un individu désireux de travailler fût réduit

au chômage par suite d'une mauvaise organisation sociale. Dans la balance importation-exportation, on chargeait toujours le plateau exportation, sans s'apercevoir qu'il y avait là un cercle vicieux : pour exporter beaucoup, il fallait importer beaucoup de matières premières, c'est-à-dire donner barre sur soi à l'étranger, et devenir son débiteur ; pour payer les dettes ainsi contractées, il fallait travailler et exporter davantage, et l'on était meurtri par cet engrenage sans fin. Toutes ces licences individuelles doivent être réfrénées, ainsi que la guerre nous l'a appris, au grand bénéfice de la communauté. Les dépenses individuelles diminueront, si on ne les autorise qu'après un examen sérieux de leur utilité pour la société. Et le pays gagnera beaucoup si, rompant avec la tradition, il protège les matières premières, et contrôle les importations au lieu de développer par tous les moyens ses exportations.

La tâche à accomplir est donc bien délimitée. Il faudra ouvrir un champ de productive activité à toutes les forces physiques et spirituelles qui s'entre-détruisaient, et muer les frottements des rouages en travail utile. L'équilibre précaire qui s'était établi dans le monde économique, comme par le jeu des forces naturelles, indépendantes de notre vouloir, sera remplacé par un équilibre sciemment et librement institué. Pour faire admettre ce plan d'ensemble, une pensée et une volonté créatrices seront nécessaires. Condition difficile à remplir sans doute « chez un peuple qui, lorsqu'il faut prendre des décisions, manque de confiance en lui-même, et fait toujours appel

au pouvoir traditionnel ¹ ». Condition indispensable pourtant, si l'on songe à la multitude d'intérêts particuliers qu'on ne pourra éviter de heurter, et de faire taire. Seule, une autorité clairvoyante et ferme courbera les mauvais vouloirs, bornés ou égoïstes, sous la formule qui doit être la règle de demain : « L'organisation économique n'est plus chose privée, mais affaire de la collectivité. »

Et voici comment on pourrait concevoir le fonctionnement de l'organisation nouvelle.

« Supposons groupées toutes les entreprises de même nature dans la grande et la petite industrie, et dans le commerce ; par exemple toutes les filatures de coton, toutes les tréfileries, tous les magasins de blanc, toutes les ébénisteries. Supposons, en outre, que chacun de ces groupements entre ensuite dans un autre groupement plus vaste qui engloberait toutes les entreprises concernant l'utilisation, à tous les stades, du coton, du fer, du lin, du bois. Nous appellerons syndicats les premiers, et fédérations les seconds. Les exploitations mixtes pourront appartenir à un seul ou à plusieurs de ces groupements. De semblables organismes existent déjà à l'heure actuelle dans toutes les branches de l'industrie, mais ils ne servent que des intérêts privés, et non pas ceux de la collectivité.

« Supposons que ces syndicats et fédérations soient des corps reconnus par l'Etat, contrôlés par lui, et dotés par lui de prérogatives étendues.

1. W. V, 204.

Nous possédons aussi de semblables organismes à l'heure actuelle, et la guerre en particulier en a fait naître un grand nombre. Mais ils servent à limiter, et non pas à fortifier et développer l'activité industrielle.

« Le plus important de ces organismes est le syndicat professionnel. C'est lui qui constitue l'unité économique fondamentale, celle qui possède la force et la vie, des yeux, des oreilles, des sens, une volonté et une responsabilité. Cette unité entretient des relations constantes, non seulement avec les groupements voisins, mais aussi avec la classe ouvrière, le public et l'Etat.

« Sans chercher davantage, on peut dire que le groupement professionnel aura la forme d'une société par actions, et agira comme un syndicat. La part des diverses entreprises dans la société par actions sera proportionnelle à leur importance ; elles éliront le conseil d'administration, et celui-ci les directeurs. En plus du capital stipulé à la fondation, la société pourra se procurer toutes les ressources nécessaires par des emprunts, qui seraient, en cas de besoin, garantis par les intéressés ou par l'Etat. Chaque entreprise livre ses produits au syndicat, dans la mesure où elles rentrent dans la catégorie afférente au groupement, à l'exception de ceux qui sont destinés à être retravaillés par elle. Les marchandises livrées, comme les marchandises conservées, sont comptées au prix de revient, augmenté d'un bénéfice modéré et uniforme. Le syndicat se charge de la vente à des prix variables, suivant qu'il s'agit de petits ou de gros consommateurs, de négociants

ou de réemployeurs. Lorsqu'une entreprise retravaille ses propres marchandises, elle les paie le même prix que tous les réemployeurs.

« Dans tout cela, rien de bien neuf : le nouveau syndicat diffère peu, soit par son organisation, soit par son action, des syndicats que nous connaissons. C'est au moment où intervient la collaboration de l'Etat que les différences apparaissent. Ici, comme dans tous les cas d'ailleurs où l'Etat joue un rôle, il faut poser en principe que l'Etat peut émettre des exigences là où il est utile, et doit être utile là où il émet des exigences.

« L'Etat confère au syndicat professionnel des droits étendus, presque des droits souverains : le droit d'accepter ou de refuser de nouveaux membres, le droit exclusif de vendre les produits fabriqués dans le pays ou importés, le droit de fermer, contre indemnité, les maisons marchant mal, le droit d'acheter des maisons pour les fermer, les transformer ou en continuer l'exploitation. Aucun syndicat moderne n'a possédé d'aussi vastes prérogatives, partant de si larges possibilités de rendement et d'extension.

« En retour, l'Etat demandera d'être à la fois surveillant et collaborateur dans l'administration des syndicats, exigera l'exécution des lois d'assistance et de prévoyance sociales, et réclamera une part des bénéfices. Cette part des bénéfices formera la base de recettes énormes pour l'Etat, car elles seront prélevées sur la marchandise à sa naissance, puis à tous les stades de sa fabrication. Cet impôt, tout en frappant l'activité industrielle et commerciale du pays à tous les moments, ne

la paralysera pas, puisque, à tous les degrés, il s'adaptera de lui-même à sa force de résistance. Je prétends qu'il est impossible de trouver une forme d'impôt plus productive, et, en même temps, plus souple, et plus féconde pour l'activité du pays.

« Il résulte de là qu'il faudra envisager comme suit la répartition des bénéfices du syndicat : on servira d'abord un intérêt raisonnable aux capitaux engagés ; le surplus sera partagé, d'après une échelle à établir, de manière à ce qu'une partie revienne à l'Etat, une autre soit attribuée à l'augmentation des salaires et aux œuvres sociales, une autre conservée aux producteurs, une autre enfin destinée à diminuer le prix de vente des marchandises.

« Dans le conseil d'administration siégeront des représentants de l'Etat (avec droit de contrôle et d'intervention), et des ouvriers. Les conflits intérieurs seront soumis à des tribunaux d'arbitrage.

« La compétence des syndicats professionnels sera définie de la manière suivante :

« Conduite générale des affaires. Organisation et exécution de la vente et de l'exportation, dans la mesure où les marchandises envisagées permettent de confier à un organe unique la vente à l'étranger. Extension des débouchés. Achat, avec le concours du commerce, et en cas de besoin, importation des matières premières et autres substances ; importation des produits fabriqués, tant que la production intérieure ne sera pas en état de les fournir. Institution d'un office central chargé de procurer du tonnage et des instruments de

paiement, aussi longtemps que les facilités d'autrefois ne seront pas rétablies.

« Accroissement de la production et abaissement des prix par la diffusion des procédés techniques, l'amélioration et la réorganisation des usines, et l'arrêt des exploitations de mauvais rapport ; achat de celles qui résistent ou sont mal gérées ; — ce qui ressortira de la présentation obligatoire des frais de revient — construction d'usines modèles s'il le faut ; agrandissement ou renforcement financier de celles qui sont bien exploitées et bien gérées.

« Application d'un plan d'ensemble, vaste et scientifiquement élaboré, de répartition du travail entre les diverses entreprises, les diverses régions, en tenant compte de la situation, de l'arrivée des matières premières, de l'éloignement des débouchés, des questions de force motrice et de main-d'œuvre, ainsi que du rendement possible. Répartition du contingent de production, délivrance des permis de monter des entreprises nouvelles, et collaboration éventuelle.

« Introduction de types uniformes, et de modèles normalisés. Suppression des innombrables façons inutiles, et de nombreux numéros des catalogues. Attribution des travaux non courants, et des réparations à des établissements spéciaux, formant une section à part du syndicat, et ayant des comptes particuliers.

« Négociations et relations avec les syndicats voisins de la même grande branche d'industrie, avec les associations d'employés et d'ouvriers ; représentation des intérêts professionnels

vis-à-vis de l'Etat et des pouvoirs législatifs...

« Tous ceux qui aujourd'hui, personnes physiques ou civiles, sont à la tête d'une entreprise autonome dans la catégorie qu'il s'agit d'organiser, en feront partie, qu'ils le veuillent ou non. Les maisons défectueuses ou incapables ne tarderont pas à en être exclues. Celles qui resteront, auront une valeur et un rendement moyens surpassant tout ce que l'on connaissait jusqu'ici. Réellement ? Oui certes, car chacun devra faire connaître, vérifier et examiner ses prix de revient. Ceux-là seuls participeront aux agrandissements qui auront réalisé des prix de revient pour le moins normaux, ou plutôt très favorables, et qui s'engageront — car ils auraient pu les diminuer volontairement sur le papier — à les maintenir, ou à les réduire, pourvu que les conditions du marché demeurent les mêmes. Et si tous les industriels s'entendent pour majorer leurs prix de revient, afin de priver de bénéfices l'Etat et la collectivité, et réussissent à duper les vérificateurs ? En Allemagne, ce cas est peu vraisemblable ; de toute manière, il apparaîtrait bientôt que les exploitations syndicales travaillent à meilleur compte, et le représentant de l'Etat insisterait pour que celles-là seules fussent autorisées à s'agrandir. Et si — cas extrême et le plus invraisemblable — les chefs des exploitations syndicales sont eux-mêmes influencés ou incapables, si bien que les prix de revient du syndicat sont également élevés, et rendent la comparaison illusoire ? Alors, c'est du dehors qu'on mettra bon ordre à tout cela. Il se trouvera des hommes entrepreneurs qui, dans ce

cas, ou bien dans celui où le syndicat repousserait à tort des inventions nouvelles qu'on lui proposerait, s'offriront à ne pas dépasser les prix de revient du syndicat, ou même à rester en dessous, pourvu qu'on leur alloue une participation aux affaires. On ne devra pas les écarter pour peu qu'ils présentent des garanties suffisantes, et se contentent d'une participation initiale déterminée, ou, dans certains cas, de quotités d'exportation limitées. Ils sauront bien insuffler une vie nouvelle au syndicat, et s'y conquérir une place de plus en plus large.

« On le voit : les quotités initiales dépendront de la situation de l'entreprise au moment de son entrée dans le syndicat, l'augmentation des quotités du rendement, et l'admission des facultés d'initiative, d'invention et de progrès. Quant aux autres motifs d'admission, comme par exemple le désir de se faire une fortune aux dépens de l'unité économique, et aux frais de la collectivité, il n'y a aucune raison de les prendre en considération.

« Les fédérations industrielles auront une activité plus simple et plus générale que les syndicats ; elles seront aux syndicats ce qu'est l'administration d'une province à celle d'un district. Ces fédérations, englobant tout un domaine de l'industrie, auront pour rôle principal de servir d'organes de compensation et d'intermédiaires. En règle générale, elles n'auront pas le rôle de sociétés d'exploitation, et n'auront pas besoin d'en posséder les organes ; il suffira de leur donner la forme d'associations pour la défense d'intérêts communs.

« On y traiterait avant tout de syndicat à syn-

dicat, et de fédération à fédération, les questions relatives : aux quantités, à la fixation de la qualité, des types et modèles des marchandises à fabriquer, aux transformations nécessaires pour satisfaire de nouveaux besoins, aux prix, aux délais de livraison, aux modes de paiement, aux commandes à procurer, aux entreprises à développer ou à restreindre. Tous ceux qui s'occupent de questions industrielles n'ignorent pas quels grands avantages assure la possibilité d'établir ses prévisions pour une année entière. Lorsqu'on sait, à intervalles réguliers, quelles quantités de rails, de fils, de chaudières, de moteurs, de pièces accessoires, de produits chimiques, de vitres seront demandées et de quelle nature, on peut établir des programmes de fabrication à longue échéance, qui permettent d'employer à plein, et de façon régulière des usines tout entières, de rendre la production infiniment moins chère, de supprimer les grands dépôts, soulager les voies de communication, activer le travail, épargner du capital et des intérêts, et, à tous égards, accroître le rendement.

« D'un coup d'œil d'ensemble, la fédération perçoit tous ses besoins, aussi bien dans le pays qu'au dehors. Elle centralise les désirs et demandes de tous, depuis celles de l'Etat jusqu'à celles du petit consommateur. Le grand consommateur et le négociant en gros s'habitueront à être moins entourés, et à mieux prévoir d'avance leurs besoins, puisqu'il n'y aura plus de ces dépôts inutiles, qui attendent pour savoir s'ils n'auraient rien oublié. S'il leur arrive d'oublier quelque chose d'import-

tant, ils pourront se le procurer à un prix plus élevé dans des dépôts spéciaux. Le public ne pourra plus fouiller et choisir dans dix-sept mille modèles de tabliers et de bretelles, mais dans deux mille seulement, et économisera ainsi son temps et sa peine. Si l'on vend quelques milliers de tabliers de moins — ils n'étaient donc pas indispensables — on pourra fabriquer quelques motocharrues de plus. Si quelqu'un exige absolument une marchandise non courante, il lui sera permis de trouver satisfaction dans des magasins de luxe, qui se verront fixer des prix, des redevances, des contingents d'importation en conséquence.

« De syndicat à syndicat, le commerce n'a aucun besoin d'intermédiaires. Les succursales innombrables, les voyageurs par centaines de mille, les dépôts stagnants, les gardes-magasins, les crédits douteux, les commandites secrètes, tout cela devient inutile. Même changement en ce qui concerne les devises, les traites et instruments de paiement. Tous les efforts faits jusqu'ici pour effectuer les paiements sans argent comptant, et diminuer la circulation monétaire ont échoué : ils réussiront maintenant, et les banques seront allégées. Le commerce, organisé lui aussi, sera rendu à sa véritable destination : recueillir les marchandises à de multiples sources, pour les diriger sur des réservoirs, les faire passer de ces réservoirs à travers tout un réseau de canaux, et entretenir des relations internationales et transocéaniques.

« Une séance de la fédération du coton pourrait se dérouler comme suit : le syndicat des filateurs fait savoir qu'il n'a pas complètement réussi

à compenser l'augmentation du prix des matières premières par l'abaissement des prix de fabrication. Là-dessus, le syndicat des fabricants de fils à coudre renonce à l'augmentation de la quantité qui lui revient. Le syndicat des tisserands se déclare prêt à prendre les quantités devenues ainsi disponibles pour des tissus pour bandages, à condition que l'on apporte certaines modifications aux modèles et aux qualités. Les négociants en gros font un rapport sur les modes du jour, et réclament de grands choix de tissus nouveaux. Des négociations s'engagent avec les filateurs et les tisserands, et l'on se met d'accord sur un assortiment réduit. Les tisserands prétendent pouvoir écouler de grandes quantités d'une certaine étoffe au delà des mers, si on leur cède le fil à des prix exceptionnels ; on décide de le leur laisser presque au prix de revient, à la condition qu'ils cèdent à leur tour une partie des bénéfices de la vente. Les filateurs projettent d'introduire une fibre nouvelle, dont on est satisfait à l'étranger ; les tisserands refusent, les teinturiers et apprêteurs la déconseillent. On décide d'utiliser une usine sans grand travail pour faire des essais, et de partager les risques. On discute des questions générales de prix et de livraison. Sur la proposition des teinturiers, on décide d'engager des négociations avec la fédération des matières colorantes au sujet de nouveaux prix et de nouvelles teintes. La séance est levée, et les divers syndicats se réunissent séparément pour délibérer sur les mesures propres à assurer l'exécution des décisions prises ¹. »

1. W. V, 230-240.

*
* *

S'il s'arrêtait là, le programme de réorganisation économique serait incomplet. Il a besoin d'être étendu, pour ainsi dire, en profondeur et en largeur. Il donne les statuts futurs de la grande industrie, et du commerce en gros. Mais ne faut-il pas toucher aux moyennes et petites entreprises industrielles et commerciales ? Et, d'autre part, la réorganisation sera-t-elle limitée à l'Allemagne, à une nation unique, ou bien intéressera-t-elle plusieurs pays, voire tous les pays civilisés ?

Sur le premier point, Walther Rathenau pense que l'heure n'est pas encore venue où l'on pourra procéder partout à une transformation analogue. Même dans la grande industrie, les différentes branches n'ont pas atteint toutes un degré de développement qui leur permette une adaptation rapide au cadre proposé. L'industrie du textile semble en être la plus capable ; celle de la mécanique de précision le serait beaucoup moins. *A fortiori* le petit commerce. D'ailleurs, on se trouve là dans un domaine tout différent de l'activité économique. Alors que la grande industrie et le grand commerce ont un caractère national, les petits métiers, le petit commerce, le trafic des biens, les hôtels et restaurants, les entreprises locales de transport et de distribution forment une seconde catégorie dont le caractère est essentiellement communal. Il conviendra donc de laisser aux communes le soin de les réorganiser, en leur demandant de tenir compte, elles aussi, du principe supérieur

de l'intérêt de la communauté, et de la situation difficile créée par la guerre.

La transformation de la vie économique locale sera d'autant plus profonde que la guerre aura alourdi davantage les charges des communes. Fini le temps des dépenses folles pour les mairies qui étaient des palais, les abattoirs des châteaux-forts, et les usines à gaz des cités féeriques. Elles devront finir aussi les spéculations sur les terrains, car ils sont l'avoir même qui fera la prospérité des villes, et qu'il leur sera impossible d'aliéner au profit des marchands de biens, des entrepreneurs ou même du bon rentier. Sur le terrain municipal, devenu dans quelques générations propriété communale libre de toute charge, s'élèveront des constructions neuves, très hautes si l'on veut dans le quartier des affaires, mais partout de proportions et de formes raisonnables. Les communes ne paieront plus des millions et des milliards à des détenteurs bourgeois d'un véritable monopole qui, en guise de reconnaissance, les enlaidissaient de leurs horreurs architecturales. Et les communes n'abandonneront pas davantage une autre source de richesse, l'exploitation — qui se fera sans doute de préférence sous forme mixte — des entreprises de transports en commun, et de distribution : tramways, lumière, force motrice, eau, etc.

Quant au petit commerce, déjà il n'est plus si divisé et disséminé que jadis. L'apparition des grands magasins est la preuve qu'il n'a pas échappé au processus général de concentration. La commune pourra intervenir efficacement. Il est impossible, en effet, désormais de revenir à l'ère des

innombrables échoppes et boutiques, et bien peu de personnes résistent à la tentation de ces grandes maisons, où tous les comptoirs se trouvent réunis. Il n'en est pas moins vrai qu'elles reposent sur une injustice que nous ressentons tous vaguement, sur un monopole de fait, qui consiste en ceci qu'une force organisatrice toute personnelle, incontrôlable, et n'offrant par conséquent aucune garantie au bailleur de fonds, dispose néanmoins de capitaux considérables. Comme toujours, la concentration s'est effectuée au profit de quelques personnes seulement. L'intervention de la commune, sous forme de gestion mixte de préférence, tout en conservant les avantages des grands magasins, fera disparaître ces abus. Il ne restera plus que quelques endroits, où devant des impossibilités matérielles, les petits magasins isolés subsisteront. Mais là encore, les achats de stocks pourront être faits en commun, et il suffira d'assurer la vente par des gérants, qui pourront être, soit des mutilés, soit des veuves de la guerre. D'une façon un peu différente, ce sera toujours l'application du même principe : rendez à la communauté ce qui est de la communauté.

Et cette réorganisation générale ne sera pas valable seulement à l'intérieur des frontières de chaque nation. *A priori* cela serait impossible, puisqu'elle doit être trop profonde pour demeurer circonscrite, et ne peut, étant donné le caractère international des relations industrielles et commerciales, être applicable qu'à la condition d'être universelle. Déjà dans le *Nouveau Régime économique*, Walther Rathenau avait indiqué, sans in-

sister, « que l'organisation économique du monde entier devait être une affaire de la collectivité humaine ¹ ». Pendant l'été de 1918, au moment où les bons apôtres teutons souhaitaient une paix de conciliation générale, il écrit son appel *A la jeunesse allemande*. Envisageant, entre autres questions, celle des origines de la guerre, il voit celles-ci dans le chaos économique et moral, faute initiale commune à toutes les nations, et dans des fautes politiques particulières, dont aucune non plus n'est exempte. Il en vient ainsi à préciser comment son plan peut être étendu à toute l'activité et à toutes les relations internationales.

Les peuples sont tous coupables du même péché d'omission : ils ont lâchement refusé de chercher la cause profonde du mal dont ils souffraient, et de travailler réellement à leur relèvement moral. Plus jeune que les autres nations, l'Allemagne n'en est que plus fautive, parce qu'elle s'est laissée contaminer, et que sa mission est précisément la réalisation de l'idée. « Les peuples n'avaient qu'une pensée : croître et s'enrichir, monter et dépasser les autres, dominer et prendre toujours. Leurs hommes d'Etat les y aidaient par les vieux moyens de la ruse et de la violence, par les petits moyens du secret et du compromis, de la faveur, de l'appeau et de la menace, de l'argent et de l'intrigue, par les grands moyens des armements sur terre et sur mer. Chacun se flattait d'être plus malin que son voisin, de remporter sur lui des avantages inattendus après les avoir présentés comme inof-

1. W., V, 226.

fensifs, de le « rouler » sans même qu'il s'en aperçût. On trouvait tout naturel de dire : « ôte-toi de là que je m'y mette, meurs pour que je vive. »

Mais, jeunes gens, ce jeu stérile et indigne ne peut durer. Finissez-en. Prônez de nouvelles idées morales de paix et de solidarité, et surtout prenez votre travail par le bout le plus difficile. Ne restez pas dans l'utopie, commencez par la réorganisation économique. « Et je vous dis en vérité : la paix qui vient ne sera qu'une courte trêve, la série des guerres futures sera illimitée, les meilleures parmi les nations seront anéanties, le monde périra de misère, si, dès la conclusion de la paix, n'est point sanctionnée la volonté de réaliser ces idées. Société des nations, désarmement, arbitrage, tout cela est bel et bon, possible et sensé : mais tout cela restera inopérant si vous ne commencez pas tout d'abord par créer une organisation économique universelle. Je n'entends par là ni la suppression de l'économie nationale, ni du libre échange, ni des lignes douanières, mais bien : la répartition et l'administration en commun des matières premières internationales, la répartition des marchés internationaux et des moyens financiers internationaux. Sans accords de cette nature, Société des Nations et Tribunaux d'arbitrage n'aboutissent qu'à l'étranglement des plus faibles par les procédés licites de la concurrence ; sans une entente de cette nature, l'anarchie actuelle mène tout droit à une effroyable mêlée universelle.

« Mais voici comment il faut concevoir cette union économique. Un syndicat international contrôle les matières premières du négoce mondial.

Il les met à la disposition de toutes les nations à des conditions identiques, en prenant pour base, du moins dans les débuts, le barème de la consommation tel qu'il était jusqu'à ce jour. Dans la suite, on tiendra compte de la croissance économique des différents participants.

« Le même syndicat international règle l'exportation d'après des principes appropriés. Chaque Etat peut demander l'autorisation d'écouler la quotité d'exportation qui lui est allouée. Il verra diminuer cette quotité s'il refuse une partie de l'importation qui lui incombe. Les livraisons des Etats se feront d'après l'échelle normale de leurs diverses productions. Ils seront libres de passer des conventions au sujet de modifications possibles, et de procéder à des virements dans les quotités.

« Chaque Etat pourra exiger de participer aux opérations financières aboutissant à des livraisons, dans une mesure proportionnelle à sa quotité d'exportation.

« Telles sont les décisions de principe qu'il faut prendre d'un commun accord, si l'on ne veut pas que la guerre économique reprenne sous sa forme latente d'autrefois, ou bien qu'en dépit de tous les accords, elle éclate sous des formes insoupçonnées, qui entraîneraient, soit l'appauvrissement des groupes d'Etats qui ne se suffisent pas à eux mêmes, soit des conflits armés continuels.

« Des dizaines d'années s'écouleront avant que ce système économique international soit définitivement organisé, et peut-être des siècles avant qu'à l'anarchie internationale soit substituée une

autorité suprême, librement reconnue par tous, sous forme, non pas d'un tribunal d'arbitrage, mais d'une institution de prospérité publique, qui serait le plus puissant de tous les pouvoirs exécutifs et réglerait, en cette qualité, l'ordre économique universel ¹. »

1. *An Deutschlands Jugend*, p. 85-88.

CHAPITRE VI

La rénovation morale

Est-il besoin de dire que des réformes de cette étendue ne sont réalisables que s'il se produit un changement profond dans la mentalité des hommes de notre époque ? S'ils allaient s'imaginer que quelques mesures transitoires, économiques et financières, suffiront à réparer toutes les pertes, et que l'ordre ancien pourrait revivre aussitôt ; s'ils allaient s'imaginer que quelques démarcations nouvelles de frontières, quelques trônes renversés suffiront à racheter les âmes, honorer les morts et réconcilier les vivants, bien loin de croire au relèvement du monde, il faudrait s'attendre à une confusion misérable, et à des catastrophes pires que celles de la guerre. Non, la guerre a illuminé de sa lueur sanglante l'injustice foncière dans laquelle nous vivons, et dont nous souffrions, sans connaître quelle était la véritable cause de notre mal. Cette injustice ne sera effacée que si nous consentons tous d'immenses sacrifices. Et nous ne pourrons nous y résoudre que si nous donnons à notre vie une orientation morale nouvelle.

Evolution impossible si nous en jugions par le spectacle de la vie quotidienne, toujours soumise à la tyrannie de la mécanisation. Faut-il rappeler quel désordre règne dans la conscience métaphysique et morale de notre temps ? L'incapable intellect, à qui nous nous adressions seul pourtant, a trahi nos espérances. Notre vie n'a pas de pôle. Nous nions toute évolution dans le monde moral après y avoir cru pendant des siècles. Les rares principes qui nous servent encore de guides sont des survivances des âges dogmatiques, des restes de foi transcendantale, mythologique, animiste ou fétichiste. Comme le Germain, nous estimons le courage et méprisons la peur. A l'Orient nous avons pris l'idéal patriarcal où la charité et l'intelligence prédominent. Le romantisme nous a laissé le culte du talent et de l'originalité. Tout dernièrement nous avons commencé à révéler, sous l'influence de l'américanisme, la puissance du travail, la décision, les caprices de la volonté et le succès. Finalement, chacun se crée un idéal qui n'est que la transposition dans un autre mode de ses intérêts matériels, comme si la force qui meut le monde ne devait être que la résultante de ces innombrables forces individuelles.

En outre, nous vivons dans une invraisemblable ignorance de la nature humaine, et manquons de normes fixes pour apprécier la valeur individuelle d'un homme. On rencontre bien cette sorte de méfiance rusée qui permet de découvrir les intentions cachées ou les faiblesses de nos semblables, afin d'en tirer avantage. On nomme cela connaissance des hommes. Mais c'est un don vulgaire, une

vertu d'esclaves, qui ne peut être exercée que par des âmes basses vis-à-vis de leurs pareilles. Combien sont-ils ceux qui savent connaître et juger un homme à son attitude physique, à un geste, un regard, un mot involontaire, une association d'idées plus ou moins dissimulée ? et qui, éclairés ainsi, abordent l'homme sans égoïsme ni dédain, mais avec une indulgence infinie et le sentiment de l'universelle harmonie où chaque être et chaque chose trouvent leur place ?

Nos lois comme notre vie pâtissent de ces flottements. Le mensonge est permis, même devant le tribunal, mais le parjure condamné. Le duel est interdit, mais le sentiment public y voit encore une preuve de courage et le tolère. En Europe, un homme comme il faut est celui qui paie ses dettes les plus pressantes, ne se fait pas prendre en délit de mensonge, ne cause pas de scandale public, respecte le code en affaires, participe aux souscriptions publiques, est bien habillé, a acquis des connaissances scolaires moyennes, et peut établir que son père légitime possédait les mêmes qualités. A la date d'aujourd'hui cela suffit — du moins en ce qui concerne la conscience normale bourgeoise — pour qu'il parvienne, dans tous les pays civilisés, à la fortune, ait une bonne réputation, soit investi de responsabilités, et pour peu qu'il témoigne de facultés ou connaissances spéciales, monte aux plus hauts emplois.

Par bonheur, nous savons que nous pouvons conserver l'espérance de voir s'accomplir la rénovation morale nécessaire. Les fondements en ont été jetés le jour où l'âme a pris naissance. L'in-

tellect et la mécanisation seront dépassés, et leur triste cortège de perversion et de malheur dispersé. L'humanité a retrouvé un pôle fixe. Une élite est en marche dès maintenant vers les régions que l'âme illumine. Pratiquement, la besogne se trouve donc simplifiée. Les principes ne sont plus en question, mais seulement leur application. Pour que la rénovation se fasse, et pour qu'on obtienne les sacrifices nécessaires, il n'est que d'éliminer les forces pernicieuses qui empêchent la foule d'imiter l'exemple des meilleurs, et de leur substituer les notions qui au contraire la porteront à les suivre.

Les sacrifices demandés peuvent se définir ainsi : renoncement à une série de jouissances vénales, à une part importante des biens acquis par le travail ou non, à toute carrière facile menant au but avec un bagage léger d'intelligence et de connaissances, enfin au privilège économique perpétuel de la naissance. Les forces mauvaises qui s'y opposent agissent tantôt séparément, tantôt conjointement. Ce sont : dans le premier et le deuxième cas, la sensualité, l'ambition, l'esprit de gain ; dans le troisième et le quatrième, l'ambition et l'esprit de famille ; des connaissances insuffisantes dans le troisième ; et dans tous les quatre cas, l'absence du sentiment de solidarité politique et sociale.

La sensualité, la facilité et la paresse peuvent être négligées ici. Non pas qu'il faille les tenir pour incorrigibles. Mais elles relèvent beaucoup plutôt de la physiologie, et les conseils n'ont pas sur elles d'efficacité directe. Celles qui doivent

d'autant plus retenir l'attention, sont les forces mauvaises qui disent : je veux avoir et paraître. En dernière analyse, la tâche se ramène donc à une critique plus approfondie que celle qui a été déjà esquissée, des instincts de jouissance et de puissance.

*
* *

Ces instincts consistent en ceci que l'individu revendique d'abord ce dont il a besoin, puis ce qui assurera son avenir et celui des siens, et enfin ce qui manque aux autres et excite leur envie. Sauf pour les premières demandes qui sont légitimes, ces instincts ataviques sont d'autant plus impérieux qu'ils sont d'origine basse. Les historiens de la civilisation nous diront qu'ils apparaissent chez les individus et les peuples craintifs, parce que ceux-ci espèrent ainsi faire tourner un jour la fortune, et mettre le genou sur la poitrine de leurs anciens oppresseurs. C'est avec le triomphe des classes inférieures qu'ils ont pris le dessus en Europe. On doit les considérer, en outre, comme des conséquences de la mécanisation universelle, et comme la négation même de toute transcendance. « Celui qui voit dans les apparences que nous avons coutume de nommer réalité, l'essence même de l'existence, peut bien faire le rêve insensé de se soumettre, pour la posséder et la dominer, cette merveilleuse apparition de couleurs, de sons et d'attraits, comme un enfant qui veut saisir de ses mains hésitantes et destructrices une

étoile ou un papillon¹ », mais il est perdu pour l'humanité, car il nie le monde réel, aussi bien que l'au delà.

Et c'est par là même que ces instincts disparaîtront. Celui qui, au contraire, s'est soustrait à l'emprise de la mécanisation et de l'intellect s'aperçoit de l'irréalité de ce rêve. La possession, qu'est-ce donc, en dehors de quelques commodités physiques ? Un catalogue d'objets que l'on peut impunément déplacer, cacher, détruire ou échanger contre d'autres objets dont on peut disposer de la même manière. Mais la propriété n'est vraiment vivante que si elle ne porte que sur un nombre restreint de biens, que le propriétaire manie, classe et administre lui-même, en y mettant de son âme. Autrement, la forêt appartient au forestier et non au seigneur, le paysage au voyageur et non à la commune, et l'œuvre d'art à l'artiste et non à l'acquéreur. La puissance ? En dehors de quelques laissez-passer, et de la satisfaction de ne pas être exclu de certains milieux, qu'en reste-t-il sinon les honteuses courbettes et protestations que font les hommes, par contrainte ou bassesse, à ceux qui détiennent l'autorité ? La masse acclame une forme humaine qui passe à cheval ou en voiture. Distrait ou indifférent, le triomphateur perçoit les ondes qui frappent son oreille, sans pénétrer jusqu'à sa conscience, et le soir venu, il est seul en face de son Dieu comme le dernier de ses suivants. Et il est sans force véritable aussi. Tant que persistera l'incapacité à

1. D. III, 185.

juger les hommes, les intrigants, les ambitieux, les arrivistes pourront se pousser toujours plus loin. Mais, si funeste que soit le pouvoir qu'ils peuvent conquérir, si urgent qu'il soit de les combattre, jamais ils ne posséderont la force créatrice dont ils n'étaient pas doués. Ce n'est pas eux qui feront progresser l'humanité, et celle-ci ne reconnaîtra pas la nécessité de leur existence, laissant ainsi leurs convoitises dernières inassouvies.

Le rôle de la femme a été considérable dans le développement de ces appétits de possession et de puissance. On sait comment la mécanisation a progressivement dépouillé la femme de son travail domestique, en même temps qu'elle obligeait le mari à passer la journée presque complète en dehors du foyer. Certaines conséquences de cette évolution ont été heureuses : la femme s'est adaptée aux exigences les plus inattendues, a accepté les soucis de la vie extérieure, est entrée dans des carrières antérieurement réservées aux hommes, et a donné ainsi son caractère propre à notre siècle mi-partie masculin et féminin. Mais d'autres furent regrettables. Un type social nouveau est né : celui de la femme de luxe, désœuvrée, abandonnée aux penchants féminins d'éternel enfantillage, chargée cependant d'acheter, de représenter, adulée et désireuse de jouer un rôle. De là, ces achats immodérés, portés en paquets innombrables à domicile, qui représentent combien d'heures de travail superflu et combien de larmes. De là, la dépravation du goût et des arts, car la femme ne sait pas discerner le bon travail, sincère et utile ; elle lui préfère le clinquant, et se laisse

prendre aux boniments. De là, enfin, le désir d'éclipser les autres, les menues intrigues et les cabales sournoises. Tant que l'on vivait sous le régime appelé de liberté économique, ces abus, dignes de peuplades nègres, étaient tolérés. Ils ne pourront plus l'être dans l'ordre nouveau. Admettons que la principale responsabilité en retombe sur l'homme, qui les a encouragés par son égoïsme et plus encore par ses habitudes de licence : il n'en est pas moins vrai que ces coutumes féminines doivent être redressées.

Reste la dernière des forces mauvaises : le sentiment étroit de la famille. Il ne s'agit point de cet instinct maladif et conservateur de ces gens qui amassent et entassent des trésors, qu'ils n'ouvrent que chichement à leurs enfants et finissent par léguer à des parents très éloignés. Il ne s'agit pas non plus de ces maniaques, qui se promettent une joie posthume de l'étonnement que causera l'ouverture de leur testament. Non, le sentiment de famille que Walther Rathenau estime digne d'être combattu, c'est cette fierté du nom, le souvenir joyeux des ascendants, le souci du bonheur des générations qui viennent. Et il faut le combattre parce que, dans le fond, il contribue à maintenir l'inégalité sociale. N'oublions pas que cette union du peuple qui s'est manifestée pendant la guerre n'existait pas auparavant, et risque de ne pas durer. En fait, la nation se divise en quatre classes : l'aristocratie, la grande et la petite bourgeoisie, et le prolétariat. Or, si le sentiment de la famille est respectable pour ses bons côtés, il est contraire aux lois de la vie. Si un corps

doit être un être véritablement vivant, il faut qu'il soit le théâtre d'un échange constant de forces vives. Ce sentiment est donc inacceptable par suite de l'égoïsme qu'il implique, et de son dédain pour les classes inférieures : car il ne se contente pas des avantages momentanés de l'argent et de l'éducation, mais prétend, en outre, en avoir la jouissance perpétuelle. Que l'on veuille bien se rendre compte que l'hérédité des privilèges entraîne l'hérédité du servage misérable, et pourra-t-on ne pas avouer que cette conception étroite est le péché capital de la société moderne ?

Mais ces instincts et penchants, comme ils sont répandus et vivaces ! Sera-t-il possible d'en débarrasser la nature humaine ? Nous savons que l'idéaliste Walther Rathenau le croit. Quelle hypothèse est la plus téméraire ? Supposer que ces forces qui paraissent être au zénith éclatant de leur course marchent vers leur déclin, ou bien croire que ces puissances mensongères, dont on vient de voir la vraie nature, continueront à égayer et asservir l'humanité, dès qu'elle en aura vu l'inanité et le danger ? On dira que l'humanité est trop vieille pour s'amender, et qu'elle n'a jamais su sacrifier une de ses passions. Cependant elle a déjà procédé à des changements plus importants : les sacrifices humains, l'inceste, l'idolâtrie, la vendetta ont bien disparu. A tout moment du temps n'importe quelle passion, n'importe quel péché sommeillent dans le cœur humain, et peuvent être à tout moment éveillés ou contenus. L'individu les contient par peur s'il est vil, par générosité d'âme s'il est noble. La collectivité le

fait au moyen de conceptions nouvelles. Après l'épreuve concluante des sacrifices de la guerre, on peut admettre qu'une telle œuvre va commencer, et que déjà montent à l'horizon les passions neuves et bonnes qui remplaceront les astres déchus.

A la fallacieuse ambition, à l'autoritarisme, à la joie maligne, au désir de paraître, on substituera « l'énergie créatrice et organisatrice, qui commande tout en servant, et sert tout en commandant, l'énergie de la responsabilité, qui aime diriger, mais dans la mesure où elle-même s'incline devant une loi, devant un être supérieur; l'ardeur au sacrifice, qui se donne, et reçoit, impassible, les tributs dont elle ne veut pas jouir, mais qu'elle transmettra plus loin sans les déflorer dans le mouvement nécessaire de l'ordre universel. Cette activité responsable dépouillera les vieux instincts de possession et de puissance des agréments qui séduisaient les hommes vulgaires, ne laissant que les soucis, les douleurs et les peines qu'ils fuyaient. A la place de la sphère d'influence apparaîtra le cercle d'action, à la place de la domination, la responsabilité, et à la place de l'ivresse, le souci. Là où la puissance se réalise, elle se supprime elle-même ¹. »

Les femmes ont donné à ces instincts une forme plus mièvre ; mais c'est que leur activité, ayant perdu ses buts anciens, s'était égarée — en grande partie par la faute de l'homme — dans sa recherche de fins nouvelles. Pourquoi serait-il

1. D III, 188.

impossible de les leur fixer? Revenir au jardinage, ou à la quenouille est hors de question, pas plus qu'il n'est utile qu'elles accourent dans les prétoires ou les réunions. Qu'une évolution vers une humanité plus haute leur enseigne le mépris du bonheur vénal, de la parure niaise, de la méprisable oisiveté, et surtout leur enseigne qu'elles sont responsables de l'ordre et du bonheur intime du grand foyer de l'humanité. « Plus le soin du bien-être et de l'éducation, de l'entretien et de l'ornement de la vie incomberont à la communauté, et à la société, et plus les nouveaux devoirs de la femme seront purs et importants. » S'ils sont accomplis d'une manière toujours féminine et naturelle, peu important les formes extérieures que revêtira le rôle nouveau de la femme.

S'il est vrai, enfin, que l'unité de la nation doive cesser d'être une pure formule, les prétentions familiales à l'hérédité des biens et des droits perdent leur fondement moral. Le monde devient libre de faire appel à des ressources nouvelles d'intelligence et d'énergie. « L'hérédité physique et matérielle sera supplantée par l'hérédité spirituelle qui, aujourd'hui déjà, régit les domaines immatériels ; plus de descendants mais des disciples, plus de népotisme mais partout le choix. Ce sera l'apanage du peuple tout entier de transmettre les coutumes et les convictions ; l'éducation deviendra l'affaire de la communauté ; l'aristocratie qui, devra à la fois servir et commander, sera elle-même l'artisan de son destin et la protectrice de ses élus ¹. » Sans doute, il faudra veiller à ce

1. D. III, 203.

qu'aucun aventurier ne se glisse dans les rangs de l'élite. C'est là que l'appréciation sûre des qualités et de la valeur des hommes prouvera toute son utilité. On n'accueillera qu'avec prudence ceux qui paraîtront dignes de s'élever. Nul ne sera écouté par principe, quelle que soit sa naissance, mais on se montrera inaccessible à la ruse comme aux charmes extérieurs, et on ne fera confiance qu'à ceux dont les mérites auront été éprouvés. L'horreur des trompeuses apparences, l'amour de la sincérité seront appris dès l'enfance. « On estimera davantage le travail d'un balayeur que celui d'un bavard ou d'un intrigant, condamnera avec moins de sévérité des bizarreries malades que les parades de la richesse, et jugera avec plus d'indulgence les maisons de matelots dans les ports que les petits cénacles d'artistes¹. » Selon toute vraisemblance, les erreurs seront moins fréquentes que de nos jours, où tant d'individus dénués d'âme et de cœur occupent les situations les plus élevées, tandis que dans les classes inférieures la flamme sacrée brille dans bien des regards.

Mais une objection doit être prévue. Si vous privez la société et la civilisation des forces qui les animaient, ne vont-elles pas s'arrêter brusquement ? Les conquêtes spirituelles de l'humanité ne sont-elles pas en péril ? Autant soutenir que nous ne pouvons agir honnêtement que par lâcheté, et ne vivons que pour mal faire. Oui, il est vrai que dans la vie courante le travail est

1. D. III, 205.

une peine plus qu'une joie, et que partout sévit, insidieuse et meurtrière, la lutte pour la vie. Malheur à celui qui trébuche ! Mais, le jour où l'humanité assagie consacrerait seulement les sommes que coûte un mois de guerre à préserver du péril de mort certaine ceux qui travaillent pour vivre, la lutte qu'ils se livrent perdrait sa douloureuse âpreté. Le travail commun pourra être anobli par les lois, déjà connues, qui régissent tout travail d'ordre supérieur, scientifique ou artistique. En soi, tout labeur est noble s'il n'a pas d'autre fin que lui-même ; il est avili s'il poursuit une fin utilitaire, et s'accomplit dans la crainte ou le désir. Tout comme certains hommes naissent doués de génie ou de talent, il existe le soldat, le prêtre, l'imprimeur, le joueur d'échecs, le dactylographe de naissance ; qu'on les affranchisse du besoin et de la misère, qu'on leur accorde la liberté de choisir leur carrière, et ils produiront comme les artisans d'autrefois, dont nous admirons les œuvres parce qu'elles étaient faites avec amour.

A vrai dire, ni la vanité, ni l'ambition n'ont jamais rien créé de grand. La vanité exige une vie pour elle-même, une seconde vie à côté de celle de l'activité pour en faire parade. Dès lors, c'en est fait du respect de la vérité et de la nécessité ; hommes et choses ne sont plus que des moyens ; la décision perd tout caractère et toute sûreté pour n'être plus qu'un jeu. Pour celui qui pendant des années a misérablement travaillé à sa carrière, le monde et la vie ne sont plus le jardin du Seigneur, mais des tréteaux sur les-

quels jouent l'intrigue et la cabale. Son regard perd la pureté, son bras la vigueur, et son cœur la volonté naïve qui sanctifie les semences et la récolte. L'œuvre veut l'homme tout entier, jour et nuit, et les plus forts, les mieux doués échouent, s'ils préparent en même temps leur propre succès. De même, l'ambition n'a jamais rien créé de durable. Citer l'exemple du Corse démoniaque serait commettre une erreur complète. Si son fanatisme a soulevé le monde, c'est qu'il ne vivait pas pour lui-même, mais pour sa cause. Fanatisme insensé peut-être, mais vraiment royal. Napoléon a sacrifié en lui tout sentiment humain non pas aux pompes du sacre de Notre-Dame ou des cérémonies d'Erfurt, mais à la puissance impériale.

Aussi n'existe-t-il qu'une seule force, qui soit fondée à revendiquer pour elle-même l'autorité, et la puissance : c'est la responsabilité. « Jamais elle ne revendiquera l'autorité pour les signes extérieurs, pour un homme et la satisfaction de celui-ci. L'autorité responsable est un culte, non le culte mystique d'un Dieu despote, qui inspire l'arbitraire et l'adoration parce qu'il les réclame, mais le culte d'une idée, d'un idéal qui entraîne les autres à l'accomplissement d'une œuvre commune. Du roi elle fait un serviteur, du serviteur un roi, non pour lui permettre d'user d'elle à son gré, mais pour l'élever en esprit jusqu'à elle. Elle n'exige ni soumission, ni obéissance, mais collaboration et concours ; elle a le mépris des génuflexions et courtisannies, et l'horreur des splendeurs et de l'encens. Qui aime à régner sur des

esclaves, n'est lui-même qu'un esclave échappé des fers. Celui-là est libre, que des hommes libres consentent à suivre, et qui consent à servir des hommes libres¹. » Le despotisme se complaît aux attitudes hautaines, prend plaisir à la bassesse humaine, à la gloriole, à l'envie ; les joies de la responsabilité sont celles du danger, du souci et de la création. Les ambitieux sont des faibles et des déments ; la volonté de la responsabilité marque les capables et les élus. C'est elle qui, à la place des forces illusoire, donnera au monde les impulsions sans lesquelles il ne peut progresser.

La vie tout entière sera transformée dès que ces principes entreront en jeu. Ce n'est pas la lutte pour la vie qui empoisonne l'existence, mais la lutte pour les futilités, les riens. Le calme renaîtra quand nous resterons insensibles aux appâts et aux excitations. Plus de ces boniments de vendeurs ! La misère ne nous menacera plus, et nous serons inexcusables de nous agiter, et de chercher à dépasser nos voisins. Le travail sera sérieux, paisible et digne, puisque nous-mêmes nous ne convoiterons plus le superflu, et que les convoitises des autres ne tariront pas toutes les sources du bien-être. Les établissements de luxe vénéneux, de joies empestées, de plaisirs stupides émigreront vers les faubourgs et les centres industriels, puis vers les Balkans, puis vers les régions tropicales. Les fréquentera, celui qui voudra se mettre lui-même hors de la communauté

1. D. III, 211.

humaine. Les femmes laisseront aux nègres leurs oripeaux, leurs plumes d'oiseaux et leurs cailloux brillants. S'enrichir ne sera plus considéré comme un but normal et licite. La technique, cette esclave du monde mécanique, continuera à nous servir pour décharger toujours davantage l'homme des besognes physiques, mais les perfectionnements matériels ne passeront plus pour un idéal. Les rapports entre les hommes changeront. Aujourd'hui tout inconnu est un ennemi pour nous. Il est permis de le traiter en affaires avec une dureté qu'atténuent à peine quelques formes de politesse. Si nous le connaissons mieux, la politesse devient grimace, et l'inimitié demeure, car elle prend son origine dans la bataille économique. Disparaîtra de même la méfiance générale et perpétuelle. Quand l'humanité sera garantie contre la pauvreté et la maladie, comme elle l'est de nos jours contre le meurtre et le vol, l'homme cessera d'être un loup pour l'homme, et les nations en furie ne se rueront plus les unes sur les autres. De tous les sentiments le plus profond sera celui de la solidarité. Nos actes seront guidés « par la conscience du devoir divin qui nous a placés sur cette terre, nous rend responsables de l'entretien et du développement de chaque fibre de nos muscles, de chaque mouvement de notre pensée, et exige de nous que, selon la loi de la divinisation, nous nous élevions de la vie animale à la vie spirituelle, et de celle-ci à la vie de l'âme ¹ ».

Et ce règne de l'âme rendra à notre vie morale

1. D. III, 217.

l'unité et l'équilibre qu'elle avait perdus. La religion, puis la raison les lui assuraient autrefois. Mais les religions ne sont plus vivifiées par l'esprit prophétique, et sont devenues des dogmes et des églises. La science moderne a détruit en nous la naïveté de l'intelligence sans laquelle elles ne peuvent vivre. L'hégémonie de la raison, qui leur a succédé est tout aussi fragile, car cette raison, incapable de pénétrer jusqu'à l'essence des choses, n'a pas réussi à fonder une morale ni une philosophie que la critique ne discute pas. A l'intuition, telle que la conçoit Walther Rathenau, revient désormais leur rôle, et elle saura s'en acquitter. Il n'est point de question, fût-elle relative aux objets les plus lointains et les plus minuscules, qui, plongée dans cette fontaine divine de l'âme et de l'amour, ne laisse apercevoir le noyau de vérité et de dignité qu'elle renferme. Toutes les valeurs se graduent, et les jugements acquièrent l'intensité de vie des sentiments. Il n'y a pas lieu de craindre que la pensée et la vie ne s'engourdissent dans une sorte de quiétude contemplative. Plus nous nous abandonnons à la contemplation méditative, plus notre jugement imparfait est redressé par la connaissance pure, et plus nous sentons que notre intellect travaille avec aisance et sûreté, et plus il s'enfonce profondément dans la région des certitudes. Ce n'est pas le triomphe de l'inintelligence que l'on prépare ainsi, mais la victoire du jugement psychologique sur l'intelligence banale. Au lieu qu'aujourd'hui tout peut se démontrer, une règle sûre permettra de distinguer sans hésitation le bien et le mal. Ne redou-

tons pas que l'abolition de la haine et de l'indifférence soit fâcheuse. Au contraire, le nihilisme et la superstition perdront toute raison d'être, puisque le désespoir qui pousse à la négation, et la misère qui apprend à solliciter le succès matériel par des pratiques ou prières plates et obtuses se seront évanouis. Vers le ciel monteront des élans de reconnaissance et d'abandon, de silence et d'amour.

Une religion nouvelle naîtra, plus éternellement vivante et plus vaste que celles des diverses églises. « Je tiens, écrira Walther Rathenau, je tiens les églises pour des formes terrestres — des formes de la mécanisation ai-je dit — qui encadrent la foi pure, la protègent contre l'atteinte des siècles, et l'adaptent aux foules conformément à leur nombre et à leurs capacités. Je crois à la durée, à la mission sacrée et à la spiritualisation croissante des églises, et estime particulièrement celles qui savent, comme un organisme vivant, se renouveler et se développer. Mais je crois aussi à la possibilité d'une religion sans église, de la communauté libre et d'une confession individuelle. Pour moi, la puissance terrestre de la foi ne se mesure pas au nombre des fidèles de telle ou telle secte, mais à l'intensité avec laquelle elle pénètre toute la vie de religion ¹. » L'évangile de la foi, de l'espérance, de la charité, que le dernier des prophètes a lancé à travers les siècles, demeure toujours vivace. Notre époque a pu bafouer ces trois vertus, et laisser à peine surnager un reste de

1. *Eine Streitschrift vom Glauben.*

charité comme un îlot de pitié dans le naufrage religieux. Mais n'en doutons pas : elles n'ont pas péri, et toutes trois reparaitront pour guider la vie économique transfigurée.

Libre aux sceptiques d'arguer de l'immuabilité de la nature humaine pour mettre en doute la possibilité d'une telle transfiguration. Là n'est pas la question. Qu'importe l'immobilité du fond des eaux, si à la surface des changements se produisent ? La mentalité humaine variera encore, comme elle l'a fait si souvent depuis les premiers âges. Un jour nos descendants seront aussi remplis d'étonnement en se remémorant notre époque, que nous-mêmes lorsque nous essayons de nous représenter les temps préhistoriques où furent découverts la marche debout, le fer et le langage. Et il ne faut pas dire que l'humanité serait contrainte de s'engager sur une voie inconnue, et d'aller vers un but contraire à ses aspirations. Dans la vie privée et dans la vie politique, l'homme n'agit plus avec l'indépendance d'un individu solitaire, mais en se considérant comme une parcelle d'une unité plus haute. Qu'il étende cette notion à la vie économique et sociale, et la licence y fera place à une liberté supérieure. Une ère nouvelle s'ouvrira où la propriété ne sera plus regardée que comme la gérance d'un bien qui nous est confié, et il n'y aura plus d'existence ni de travail ayant pour fin unique la jouissance, le gain et la puissance.

Faut-il hâter la venue de cette ère par des lois, de la propagande et des exemples ? Cette velléité d'effort direct semblera inutile, si nous

nous rappelons que c'est la mentalité nouvelle qui détermine l'apparition des institutions nouvelles, comme l'horloge obéit au ressort intérieur. Avancer les aiguilles n'accélère en rien le mouvement des rouages. Laissons se développer et mûrir la conscience économique. L'annonciation du royaume de l'âme a eu lieu, les résistances passagères d'esprits encore fermés n'en sauraient empêcher la réalisation, lorsque l'heure de son accomplissement nécessaire aura sonné. Toutefois, si de telles transformations morales doivent s'accomplir dans le domaine économique et social, il faut que soient écartés les obstacles que ne manquerait pas de susciter l'Etat dans sa forme et son esprit actuels. S'il faut ancrer dans le transcendant et l'absolu l'esquif désemparé de notre société, si la force créatrice d'une nouvelle éthique nous est nécessaire, l'Etat ne peut persister dans ce mélange de tradition et d'improvisation maladroite où il continue à se traîner. La rénovation morale doit s'accompagner d'une rénovation politique.

CHAPITRE VII

La rénovation politique

On se rappelle quel rôle capital doit jouer l'Etat dans la pensée de Walther Rathenau. L'Etat devient le centre de toute la vie économique ; toute l'activité sociale a lieu par lui et pour lui ; il dispose des forces et moyens des citoyens avec une liberté plus grande que les anciennes monarchies ; la plus grande partie des bénéfices économiques lui revient ; c'est lui qui personnifie la prospérité du pays. On sait aussi quels sacrifices la guerre exigera de tous. Il en résulte aussitôt que l'Etat, dans sa conception et son organisation actuelles, est condamné. Un Etat qui doit apparaître comme la matérialisation de la volonté du peuple tout entier, ne peut pas être un Etat de classes. Si les divisions sociales persistaient, ainsi que les avantages héréditaires, le manque de liberté dont souffre l'Allemagne deviendrait intolérable, et aboutirait à l'anéantissement de la pensée comme de la vie. Quant aux sacrifices nécessaires, comment serait-il possible qu'une classe sociale les demandât à une autre ? Seul le peuple

tout entier peut se les demander, et se les consentir, à lui-même. « Elles commettraient la plus lourde injustice, et assumeraient la plus formidable responsabilité, les classes qui sont favorisées héréditairement, si elles revendiquaient, à la manière orientale, le privilège d'un pouvoir quasi divin, et réclamaient au nom de la divinité des sacrifices dont les prêtres se nourriront¹. »

L'Etat capable d'être à la hauteur de cette tâche est « l'Etat national, qui pose en principe qu'aucune des parties de la population ne sera tenue à l'écart, que toutes les qualités distinctives du peuple se reflèteront dans son organisation, et que toute force intellectuelle disponible sera employée à la besogne qui lui convient. Il doit ressembler à ces saines familles où règne une harmonieuse répartition et coordination du travail, de l'autorité, des relations et de la responsabilité, de l'esprit général, des dépenses, du sentiment de responsabilité et de la confiance ; mais non à ces usines où les actionnaires perçoivent les revenus, les employés administrent, et les ouvriers travaillent pour un salaire quotidien ; ni à ces colonies, où quelques hommes libres, protégés par les armes, régissent la masse des indigènes...

« L'Etat doit être comme le second moi, élargi, immortel sur cette terre, de chacun de nous, l'incarnation de la volonté morale et créatrice de la collectivité. Un profond sentiment de responsabilité doit unir l'homme à tous les actes de l'Etat, et lui révéler du même coup que tous ses actes

1. D. III, 311.

sont des actes de l'Etat. De même qu'au point de vue transcendantal il n'existe point de pensées ou d'actions qui soient négligeables ou indifférentes, de même il n'existe à l'intérieur de l'Etat aucune région où ne règne pas la responsabilité. Une triple responsabilité, vis-à-vis de Dieu, de nous-mêmes et de l'Etat, produit ce merveilleux équilibre de la liberté qui n'est échu en partage qu'à l'homme. Et à mesure que s'affermite en nous cette conscience de l'Etat, au point qu'elle devient une seconde nature, nous créons en nous cette mentalité étatique, qui fait de la nation une unité vraiment supérieure aux individus, et la rend immortelle ¹. »

S'il en est ainsi, que l'Allemagne est donc éloignée de cet idéal ! Combien elle est même en retard sur d'autres nations !

Le grand mouvement qui, à la fin du XVIII^e siècle, a brisé au profit des masses incultes l'écorce féodale amincie, n'a pas épargné l'Allemagne, mais il l'a atteinte d'une façon particulière. Dans la plupart des pays occidentaux, l'avènement des masses à la notoriété historique et à la participation aux affaires publiques prit la forme d'un bouleversement soudain et révolutionnaire. En Allemagne, au contraire, il ne se déclencha que comme le contre-coup des tempêtes voisines, et s'effectua par étapes successives dans les soulèvements locaux et les congrès, les luttes de partis et les guerres civiles. Il s'ensuit que la couche inférieure, n'ayant pas percé d'un coup, ne reçut pas

1. D. III, 274.

non plus la responsabilité du pouvoir. Son flot monta, lent et imperceptible, à la surface ; elle obtint des droits souverains, sans se charger des devoirs des maîtres. De l'ancienne caste dominante, en grande partie absorbée ou submergée, subsistèrent des restes réduits mais puissants, notamment en Prusse. Ils durent partager la souveraineté économique avec la nouvelle ploutocratie plébéienne, abandonner une portion de l'autorité administrative à une caste de fonctionnaires, qui s'efforçaient d'ailleurs de s'assimiler à eux, mais ils gardèrent la suprématie dans les campagnes, et le contrôle de l'armée grâce à leur pacte avec la dynastie. La caste aristocratique réussit surtout à conserver à son sang sinon la pureté absolue, du moins une qualité supérieure. Qu'on regarde défiler un de ces régiments recherchés de Prusse, les officiers au corps d'une robuste souplesse, aux lignes fines et nettes, richement équipés sur leur monture de race, les hommes ramassés, vulgaires, lourds, à l'exception peut-être de quelque Hols-teinois ou Frison, et l'on percevra aussitôt qu'en aucun autre pays la différence n'est aussi marquée entre le noble et le roturier.

De là certains traits caractéristiques du tempérament allemand. L'homme, parfaitement conscient de la distance qui le sépare du supérieur, le révère avec une soumission héréditaire. Il se laisse tutoyer, rudoyer par une main blanche, et répond avec une politesse déférente de toute sa personne. C'est à peine s'il accorde au roturier arrivé à de hauts grades par son mérite le même respect qu'au baron. Celui-ci possède en naissant

l'expérience séculaire de sa race. Ses gens sont ses semblables au prêche le dimanche, mais en semaine ses pupilles qu'il sait mieux guider et soigner qu'eux-mêmes. Ces rapports entre l'inférieur et le supérieur sont constants, et ne sont jamais soumis à la critique. Leur caractère est essentiellement patriarcal. On ne peut nier qu'ils ne façonnent un peuple obéissant et malléable, comme le prouvent les deux grandes organisations prussiennes, l'armée d'origine rurale et primitive, et le socialisme né dans les villes sous l'influence de la mécanisation. Mais ce respect de l'autorité, cette subordination sont des qualités de provenance slave et non germanique ; elles se sont implantées dans les masses, sans que les qualités de la race supérieure germanique, la passion mystique, le désir de créer, la profondeur les aient, semble-t-il, améliorées. Elles forment de loyaux sujets, mais le sujet ne peut être la fin dernière de l'Etat. Le danger qui, par elles, menace l'Allemagne est le manque de personnalité, de fierté, de courage, et de jugement. L'Allemand méprise la forme qui suppose une limitation, une décision et le sentiment de l'harmonie universelle : ni dans les arts, ni dans les sciences, ni dans aucun domaine de la vie courante il n'a été créateur de formes, se contentant d'utiliser ou de perfectionner celles que d'autres avaient inventées. Il n'est pas colonisateur, n'étant pas un maître au sens généreux du mot. Il est souvent mesquin, désireux de paraître pour se consoler, et envieux parce qu'il ne peut supporter que son ancien égal s'assoie à la table olympienne d'où il le méprisera, tandis que

l'Américain se réjouit naïvement de voir le petit crieur de journaux devenu milliardaire.

Ces défauts pèsent sur l'activité politique des diverses classes du peuple allemand. Le prolétariat et la petite bourgeoisie vivent dans une perpétuelle subordination : ils obéissent au bureaucrate dans la vie civile, au patron, à l'ingénieur, au contremaître dans l'usine, à l'officier et au sous-officier pendant le service militaire. Si l'inférieur se révolte parfois, son acte n'est pas la fière revendication d'un droit, mais de la rébellion inquiète. Si la rébellion est organisée comme dans la social-démocratie, elle retombe aussitôt dans la subordination, et s'abaisse au ton des ragots et de la critique hargneuse et mesquine. Aucun chemin ne mène aux régions supérieures. La richesse et la culture les entourent d'une muraille de verre, et par-dessus le fossé aucune bonhomie ne vient jeter un pont comme dans les pays méridionaux. La grande bourgeoisie ? Le groupe des députés nationaux libéraux, qui est son image au Reichstag, symbolise en quelque sorte son attitude. Il ne peut obtenir que peu de choses, mais peut en empêcher beaucoup. Il représente l'intelligence de la grande bourgeoisie, mais aussi les intérêts du capitalisme ; il conserve le vieil idéal libéral, mais mitigé de concessions aux pouvoirs publics ; il aurait volontiers des opinions personnelles, mais a besoin de garants et de protecteurs ; il pourrait avoir la décision entre ses mains, mais il a servi involontairement la féodalité qui ne lui en sait pas gré. Dans le fond, ses électeurs ne se passionnent pas pour la politique. Des spécialistes

sont là pour diriger les affaires de l'Etat, on n'a qu'à faire les siennes propres sans plus se préoccuper d'eux. De temps à autre on se récrie et proteste parce que les choses vont mal, mais jamais on ne veut voir les causes profondes des difficultés. On a d'autres soucis. Il y a la situation, la carrière. On est flatté d'avoir de belles relations, et on ménage les nobles camarades du fils aîné, ou la famille du mari de la fille. Parfois il est nécessaire de parfaire son éducation. Sans doute, il existe parmi les grands bourgeois d'anciens riches, véritables patriciens ; il n'en est pas moins vrai que cette classe a trop pris les allures d'un parasite de l'aristocratie.

Au total, les défauts du caractère allemand sont justement ceux qui rendent un peuple inapte à la vie politique. Bismarck avait raison de se plaindre amèrement de l'opinion publique allemande sans maturité, qui ne comprenait pas son œuvre et la compromettait. Au cours du XIX^e siècle, l'Allemagne est devenue une nation, puis un Etat, mais pas encore un Etat moderne. Dans la Prusse-Allemagne il n'existe qu'une seule puissance politique véritable : le féodalisme conservateur. Le peuple obéit à l'autorité féodale ou spirituelle, et lorsqu'il s'en est affranchi, à l'autorité des agitateurs. Le socialisme régente des masses et défend des intérêts, mais n'a pas de conception spirituelle de l'univers. Le catholicisme organisé place les intérêts confessionnels au-dessus des intérêts politiques. Le féodalisme seul possède une philosophie historico-religieuse, qui se combine de la façon la plus heureuse avec ses intérêts politiques et ma-

tériels. Il dispose du pouvoir exécutif, est allié aux forces dynastiques, militaires et traditionnelles, et entraîne à sa suite la partie la plus puissante de la bourgeoisie.

Alors, était-il bien justifié l'enthousiasme trépidant avec lequel l'Allemagne partit en guerre en ce mois d'août 1914? De la victoire qui ne paraissait pas douteuse, elle attendait non seulement la puissance et la fortune, mais aussi le triomphe de la civilisation allemande. De la civilisation allemande? Walther Rathenau fait l'aveu, au moment où il écrit cette partie de son œuvre, en août 1916, qu'il ne pouvait pas se laisser gagner par cet enthousiasme. Il était bien certain comme les autres de la victoire, mais il prévoyait les difficultés et les horreurs de la grande lutte qu'il avait vue venir. Et il était beaucoup moins convaincu que ses compatriotes du « droit de l'Allemagne — ni d'aucune autre nation d'ailleurs — à dicter la loi au monde parce que ni elle, ni les autres n'en étaient dignes. L'Allemagne n'a pas le droit d'imposer ses idées et ses sentiments aux peuples civilisés de la terre ; car, quelles que soient leurs faiblesses, une chose lui fait, à elle, encore défaut : « la volonté de se diriger sous sa propre responsabilité » ». Son état politique est encore infiniment trop imparfait pour qu'elle prétende servir d'exemple au monde. Bien au contraire, il est urgent qu'elle fasse un examen de conscience, procède à une révision des principes discutables sur lesquels s'appuie son organisation

politique actuelle, et cherche à réaliser chez elle l'idéal de l'Etat national.

*
* *

On commencera par écarter un certain nombre de notions que l'Allemagne tout entière a admises, et qu'elle doit à la corporation de ses philosophes et de ses professeurs.

Tout d'abord le respect de la tradition. Ces gens de cabinet qui, à l'opposé des hommes d'action ou d'affaires, pensent et cherchent au lieu de peser et de décider, ont une tendance à envisager le développement du monde sous l'aspect d'une courbe régulière et continue; ils aiment à remonter aux circonstances de lieu, de temps, physiques et sociales d'où dérivent les événements, et à tirer du passé des règles de conduite pour l'avenir. L'imprévu, l'*a priori* de théories neuves les effraient, et ils ne changeraient rien qu'avec une prudence lambine. Or, l'histoire et l'action ne connaissent pas ces courbes impeccables. La continuité est un leurre, car elle est due soit à la patine du temps qui estompe les teintes disparates, soit à une reconstitution *a priori*, soit à une interprétation aussi subjective du passé que peut l'être celle de l'avenir. Donc, si le traditionalisme constitue en soi un élément d'inertie, et s'il est justifié comme tel, il ne saurait servir de règle unique d'action. Il faut, en particulier dans un pays pauvre en initiative comme l'Allemagne, la secousse d'un idéalisme spéculatif et intuitif pour

rompre l'équilibre lourd des institutions existantes. Osons tracer par la pensée un plan d'avenir, et risquer d'y conformer la réalité. La continuité dans la croissance, nécessaire à coup sûr, sera assurée par la tradition, mais la pensée, si abstraite et insolite qu'elle paraisse, fera jaillir les nouvelles pousses du tronc ligneux et desséché.

Il en est de même pour le concept allemand de la liberté, issu lui aussi des officines savantes. Dépouillé de ses fioritures métaphysiques, il peut se formuler à peu près ainsi : « Tu ne désires pas la licence ; entre la licence et la liberté il y a la limitation organique. Tu n'es soumis à aucune autre limitation qu'à cette limitation, organique et voulue par Dieu. (Rarement on démontre cette prémisse, préférant tourner la difficulté en montrant que les choses ne vont pas mieux ailleurs.) Si tu admets cela, tu as la liberté intérieure ; il te reste en outre la liberté transcendantale, la liberté morale, esthétique et religieuse ». ¹ Joli raisonnement qui permet de justifier l'esclavage, aussi bien celui de l'antiquité que le nôtre, l'inquisition, l'absolutisme, le servage, le « sweating system », et les abominations coloniales. Car le pivot en est cette prémisse intermédiaire de la limitation organique et voulue par Dieu. Et que de choses n'a-t-on pas fait entrer dans ce cadre, telles que la dépendance de certains hommes et peuples, de certaines classes et religions vis-à-vis d'autres ! Mais, si ce prétendu plan voulu par Dieu

1. D. III, 242.

n'est pas organique, il impose une contrainte arbitraire qui n'a plus rien de commun avec la liberté, et que nulle tradition, nulle autorité ne parviendront à légitimer. En fait, la liberté ainsi définie n'a été réalisée en Allemagne que sous la forme de la liberté académique dans la République des sciences, cet Etat dans l'Etat, où n'interviennent que la Providence, le collecteur d'impôts, et par accident et avec douceur, un ministre de l'Instruction publique.

Faisons la supposition invraisemblable que les professeurs ne se mêlent plus de nous vanter un régime qui ne convient qu'à leur cercle fermé, nous sera-t-il possible de concevoir un criterium qui permette d'apprécier si la limitation qu'on nous impose est légitime ou non? La réponse de Walther Rathenau nous est connue : nous déclarerons nécessaire toute entrave qui nous aide à atteindre le but fixé, et inutile, inorganique celle qui n'y contribue pas. Ce but sera fixé d'après une conception générale de la vie, non plus d'après des dogmes de savants, mais d'après les besoins reconnus par les hommes d'action. Ces derniers s'inspireront d'un ensemble harmonieux et ferme de croyances prenant leurs racines au plus profond de l'âme. Jusqu'à ce jour, aucun des partis politiques ne se conformait à cette règle : ils ne servaient que leurs intérêts immédiats, et c'est de ce point de vue qu'ils interdisaient ou toléraient certains actes. Même le parti conservateur qui seul avait une conception générale, celle du christianisme, ne la respectait plus lorsque ses intérêts étaient en jeu. Innovation hardie : dans

l'Etat nouveau le problème de la liberté sera moral et transcendantal, et le bien de l'humanité décidera de ce qui est oppression ou liberté.

Et il faut en finir avec les querelles superficielles sur la forme extérieure de l'Etat, car les institutions en elles-mêmes importent moins que l'atmosphère dans laquelle elles fonctionnent. Ce ne sont pas les paragraphes d'une constitution ou des lois qui créent l'Etat, mais bien l'esprit et la volonté, de même que les règlements écrits de l'ordre des jésuites ou des francs-maçons ne révèlent qu'une infime partie de leur mentalité et de leur activité, ou encore que deux entreprises industrielles dont les statuts sont presque identiques, peuvent varier du tout au tout dans la manière dont elles sont dirigées. Or, cette atmosphère est faite de traditions, de coutumes, d'opinions héréditaires, de mentalité de classe, d'habitudes, de cooptation, de relations de familles, de privilèges de la richesse, d'appétits, de prétentions et de servilités, toutes choses qui n'ont rien à faire avec des prescriptions juridiques ou constitutionnelles. Ce sont des phénomènes relevant du caractère et de la routine, que la majorité des hommes ne perçoivent pas, faute de points de comparaison ou d'exemples contraires, et que l'on peut avec d'autant plus de raison comparer à l'atmosphère, qu'il nous arrive fort bien de respirer un air vicié dans un endroit donné sans nous en rendre compte, jusqu'à ce qu'un souffle d'air frais ait rendu plus sensibles nos narines et nos poumons. C'est cette atmosphère dans laquelle on vivait en Allemagne qui empêchait tant d'émigrants de rentrer dans

leur patrie : alors même qu'ils émettaient les plus vives critiques sur leur pays d'adoption, ils répondaient à ceux qui leur parlaient de retour : « Non, jamais. Nous ne pourrions plus nous faire à une telle existence. »

Son influence sur les lois et les institutions est grande, puisqu'elle contribue à les faire et à les défaire ; mais elle-même n'en provient pas, quoiqu'elle puisse être, pendant un temps, modifiée par elles. Aussi, est-ce une erreur de considérer comme des données primordiales et décisives les formules, fondamentales en apparence, des constitutions : aristocratie, démocratie ou absolutisme. « Lorsque quelqu'un me demande, dit Walther Rathenau, si je suis partisan de la démocratie ou de l'absolutisme, je crois entendre quelque survivant de la scolastique me demander si je suis réaliste ou nominaliste ; je ne puis que lui répondre énergiquement : Non ! Non » !¹ Une démocratie radicale peut, dans le fond, être un absolutisme déguisé ou une ploutocratie oligarchique, et inversement une monarchie absolue peut recouvrir le pouvoir désordonné de la populace. Poussée à l'extrême, chacune de ces formes est inconcevable : jamais un seul individu ne peut posséder la toute puissance, à moins d'être infini ; jamais un démos ne peut gouverner, à moins de cesser d'être un démos. Dans le fond, les institutions de tous les pays se ressemblent beaucoup plus qu'on ne s'imagine, et ne diffèrent que par l'esprit qui les anime. Les républiques tendent vers le conservatisme, et les

1. *D.* III, 313.

monarchies se libéralisent. C'est pourquoi aussi l'Etat populaire pourrait entrer demain en voie de réalisation en Allemagne, « sans changer une seule ligne du droit écrit, y compris le système électoral prussien », si la conscience allemande le voulait. Car, si les grandes aspirations vers la responsabilité et la liberté, proclamées par des milliers de voix, touchaient les âmes des Allemands, on verrait, en dépit des intérêts matériels particuliers, de l'esprit de parti et de toute arithmétique électorale, surgir les hommes voulus, et les idées saines prendre corps. Les doctrines ne seraient plus, comme aujourd'hui, des programmes d'intérêts sous le couvert d'une phraséologie oiseuse, mais des systèmes naturellement opposés pour l'application de principes communs. Arrière ces fantômes redoutés que nous nommons démocratie, parlementarisme et absolutisme ! Sous les rayons de cette lumière nouvelle leurs attributs terrifiants s'évanouissent : il reste des formes souples et commodes que nous pouvons fort bien connaître et utiliser.

Voyez l'absolutisme. Le tyran absolu a le droit et le pouvoir d'anéantir telle ou telle partie de son peuple, sur laquelle son regard vient justement à tomber. Mais celle qu'il n'écrase pas — et il ne peut les écraser toutes — le domine, et règne par son intermédiaire, tout en conservant un certain appareil de formes byzantines de gouvernement. « L'absolutisme est la domination populaire d'une partie du peuple sur l'autre, et cette démocratie partielle se nuance à l'infini jusqu'à la domination féodale ou ploutocratique des monar-

chies constitutionnelles. » Qu'on n'objecte pas que la personne du tyran représente pour ainsi dire un troisième facteur, un troisième pouvoir séparé. C'est à peine si, aux grandes heures de l'histoire où se décide la paix ou la guerre, la personne du souverain peut exercer un tel pouvoir, propice ou néfaste. Dans les époques normales, la structure de l'Etat moderne est si complexe que ce troisième facteur, fût-il doué d'une continuité géniale dans l'indépendance, ne peut intervenir de façon efficace. Les temps sont finis où le souverain pouvait poursuivre une politique personnelle et secrète en faveur de sa maison, d'une église, voire d'une puissance étrangère. Et il en va de même pour les gouvernements oligarchiques. Ils ne peuvent maintenir leur suprématie qu'en s'assurant des partisans dévoués ; ils commandent à une partie du peuple, mais sont en réalité gouvernés par elle, et c'est grâce à ce concours qu'ils maîtrisent le reste de la masse.

Quant à la démocratie pure, elle n'est réalisable qu'aux époques rares et brèves de transition, où la plèbe domine le peuple, et où l'autorité traditionnelle est momentanément éclipsée. Mais, comme aucun gouvernement ne peut durer ou même exister sans formes régulières, jamais le peuple ne saurait l'exercer. Il n'a qu'une ressource : déléguer ses pouvoirs à des hommes de confiance, et créer de la sorte une oligarchie et une autorité auxquelles il concède, bon gré mal gré, les prérogatives les plus étendues à son endroit. Sans doute ce régime entraîne à sa suite bien des abus, sur lesquels on se plaît en Allemagne à in-

sister pour le critiquer : bruyantes luttes électorales, corruption des électeurs, succès des bavards et des aventuriers, des avocats, des journalistes et des Crésus, luttes d'influence entre les puissants, civils ou militaires. Mais les monarchies en sont-elles exemptes? Ne voit-on pas de bonnes démocraties où ils sont réduits à un minimum? En fait, ils tiennent à la mentalité du pays plus qu'à la forme du gouvernement. Ce qui compte ici, c'est que la démocratie, elle aussi, est la soumission d'une fraction du peuple à une autre, en général des habitants des campagnes à ceux des villes, des pauvres perpétuels aux riches perpétuels, de ceux qui ne sont pas cultivés à ceux qui le sont à demi ou tout à fait. Toujours et partout le même principe : un peuple divisé en une classe éternellement dominante, et en une classe éternellement dominée.

L'Etat national véritable, rompant avec toutes les habitudes invétérées, s'inquiétera peu de la forme extérieure, mais beaucoup, par contre, de l'organisation interne. S'il faut, pour plus de clarté, le définir d'un mot inspiré de la terminologie en cours, il sera une « organocratie ». Ce terme signifie qu'il ne doit pas s'établir cette sorte d'équilibre permanent entre dominés et dominants, mais bien qu'il doit régner, comme dans un organisme vivant, une montée et une descente continue des esprits et des forces. Tout membre de la nation sera appelé à commander et à servir, à diriger et à travailler. Nul esprit ne doit s'enliser, et nul dépérir inutilisé. A toute capacité il faut accorder la culture et l'emploi qu'elle mé-

rite. Il n'y aura pas égalité des droits et des devoirs, mais libre accès pour tous à toutes les carrières; il n'y aura plus d'appelés par situation ou par naissance, mais des élus. Le peuple ne régnera pas et ne gouvernera pas, mais c'est lui qui formera la pépinière constamment renouvelée des maîtres et des gouvernants, exception faite du monarque. Les avantages héréditaires seront conservés, car la culture, l'expérience et les dons peuvent être transmis aux enfants. Mais si les maîtres prétendent jouer un rôle efficace, il faudra qu'ils fassent la preuve de leurs facultés. La vertu et la valeur des individus ne seront pas davantage imputés à leur seule naissance que ne le sont le vice ou la dégénérescence. A l'intérieur de la nation, la première et la plus élevée de toutes les tâches sera de cultiver et d'instruire le peuple, comme le choix très attentif et la formation très soignée de toutes les capacités seront la base de tout travail social. Religions et cultes recevront l'appui de l'Etat, mais tout en développant librement leurs doctrines; nul n'aura le droit de mésuser des biens spirituels de la nation au profit commun de certaines catégories ou castes sociales.

Utopie, protestera-t-on. Mais on sait ce qu'il faut penser de ce reproche classique. Oui, par le raisonnement il est impossible de prouver qu'un tel Etat sera réalisé un jour, un Etat qui puiserait dans toutes les classes sans distinction, et trouverait dans les soixante millions du peuple allemand des individualités d'élite en quantité insoupçonnée jusqu'ici. Est-ce suffisant pour repousser cette conception avec une ironie de su-

périorité? A défaut de preuves il y a des analogies. Si surprenant que cela paraisse au premier abord, il existe en Allemagne une institution qui fonctionne déjà selon ces principes : l'armée prussienne. Il ne s'agit pas ici de l'entrée dans cette armée, qui s'effectue toujours dans des conditions surannées, mais de la manière dont sont choisis, parmi les officiers qui y sont admis, ceux qui atteindront des grades de plus en plus élevés. Les considérations de caste s'éliminent puisqu'elles ont joué lors de la première admission, et c'est en réalité sur des égaux que la sélection s'opère. Sauf exception, elle désigne les meilleurs au moyen des examens et des stages d'épreuve. Elle est démocratique, non pas parce qu'elle se fait selon le système majoritaire, mais parce qu'on voit dans l'armée un groupe de supérieurs se renouveler constamment, sans qu'intervienne ni le monopole de l'ancienneté, ni la limitation de la concurrence, par la montée des subalternes qui ont été choisis parmi les officiers entrés dans la carrière. Parfois des souverains peu militaires ont été placés à la tête de l'armée allemande : elle n'en a pas moins, grâce à ce rigoureux principe, conservé toute sa force. Donc, passons outre à l'objection d'utopie, et regardons, après l'œuvre négative de la destruction des préjugés, comment, dans la réalité, cette notion de « l'organocratie » pourra prendre corps.

*
**

Il y a lieu, tout d'abord, de maintenir à l'Etat sa puissance matérielle. Pratiquement, la question

ne semble pas même devoir se poser ; mais d'un point de vue philosophique général elle peut être discutée. La valeur d'un Etat ne dépend pas uniquement de sa force. N'a-t-on pas vu quel rôle les petits Etats ont joué durant la guerre, et comment leur concours, susceptible d'amener la décision, a été recherché par les grandes nations ? Si, au cours de l'évolution qui se dessine, les Etats, même les plus grands, doivent perdre de leur importance individuelle, et entrer dans des groupements, si l'Europe « se balkanise » toujours davantage, les Etats vaudront surtout par leur valeur d'appoint dans les différentes combinaisons, et seront estimés, grands ou petits, pour la supériorité que leur adhésion confèrera à l'une ou l'autre d'entre elles. D'autre part, l'influence d'une civilisation n'est pas nécessairement liée non plus au nombre ou à la puissance d'un peuple. Combien d'âmes comptaient l'Hellade ou la Judée, et quelle n'a pas été leur action sur l'humanité depuis l'antiquité jusqu'à nos jours ? Et il n'existe point de civilisation si supérieure qu'elle doive être imposée par la force. Sans doute, mais ces considérations théoriques perdent de leur poids dès que l'on pénètre dans le monde des intérêts. Nous le connaissons : il subit toujours la loi de la mécanisation, et vit plus que jamais sous le signe des deux phénomènes par lesquels elle se manifeste, le nationalisme politique et l'impérialisme économique. La concurrence secrète était devenue si âpre que le conflit a éclaté au grand jour. Les traités de paix n'y mettront sans doute pas fin. Dans les conditions actuelles, et tant que durera

cette hégémonie dont la chute paraît encore lointaine, c'est une nécessité de considérer que l'Etat doit être fort. Et comment ne le serait-il pas s'il veut remplir l'immense tâche morale, sociale et économique qui lui sera assignée ?

Par sa forme, l'Etat restera une monarchie, mais une monarchie d'un esprit tout nouveau. « Si je suis partisan de l'idée monarchique, écrit Walther Rathenau, ce n'est pas simplement par aversion pour ce qui est campagne électorale, arrivisme, battage d'avocat ou de publiciste, mais par un sentiment inné, et parce que j'ai la conviction qu'il faut à la tête de l'Etat un homme profondément responsable, exempt et préservé de tous les désirs, appétits et tentations de la vie commune, un homme consacré et non pas un arriviste parvenu au terme de son heureuse carrière ¹. » Pour assurer la bonne direction de l'Etat, il faut un organe qui soit à l'abri des mêlées quotidiennes, une autorité tenue pour supérieure, et qui, pour cette raison même, ne soit pas soumise à la loi du renouvellement perpétuel qui, on l'a vu, doit être appliquée à toutes les autres forces de la nation. Mais que cette monarchie doit être différente de celles que l'on connaissait en Allemagne et en Europe ! Les dynasties, toutes apparentées, y faisaient preuve d'une mentalité analogue à celle de grands seigneurs, considérant leurs terres comme une propriété de famille, et leurs sujets comme une partie des biens meubles. Un fossé les séparait des peuples. De là un anta-

1. D. III, 263.

gonisme fait, chez le souverain, d'effroi traditionnel pour tout ce qui semblait menacer ses prérogatives, démocratie ou radicalisme, et chez le peuple, de résistance plus ou moins affirmée. De là les faveurs accordées par le souverain aux classes féodales, militaires ou agrariennes, sur l'appui desquelles il compte, parce qu'il suppose qu'elles ont les mêmes intérêts à défendre que lui, et savent que leur lustre n'est qu'un reflet de l'éclat de la couronne. En un mot, les dynasties s'appliquaient à se fermer à la vie moderne, et se croyaient fortes parce qu'elles trouvaient un soutien dans une partie de leur peuple. Mentalité désuète, et fatale erreur. Cette atmosphère moyen-âgeuse a besoin d'être purifiée pour que l'Etat national puisse vivre.

L'antagonisme entre le souverain et le peuple n'est point insoluble si, une fois encore, on veut descendre jusqu'aux données profondes, humaines, du problème. Que le souverain comprenne qu'une dynastie n'est vraiment solide que si elle s'appuie sur la totalité de la nation, que l'autorité n'est pas amoindrie, bien au contraire, si elle naît de la confiance réciproque entre les sujets et le maître, que le monarque est non seulement le premier serviteur de l'Etat mais aussi un membre de la grande association nationale, et une monarchie nouvelle apparaîtra, vivante et robuste, comparable à ces familles où les fils, âgés déjà et indépendants, acceptent de plein gré l'autorité d'un père qu'ils aiment et respectent, et dont ils continuent à solliciter les conseils expérimentés. Point n'est besoin de contrats circonspects ni de constitu-